



INSTITUT DE LA VALLÉE DU RIFT | PROJET USALAMA
COMPRENDRE LES GROUPES ARMÉS CONGOLAIS

DU CNDP AU M23

ÉVOLUTION D'UN MOUVEMENT
ARMÉ DANS L'EST DU CONGO

INSTITUT DE LA VALLÉE DU RIFT | PROJET USALAMA

Du CNDP au M23 Évolution d'un mouvement armé dans l'est du Congo

JASON STEARNS



Publié en 2012 par l'Institut de la Vallée du Rift
1 St Luke's Mews, Londres W11 1DF, Royaume-Uni
PO Box 30710 GPO, 0100 Nairobi, Kenya

LE PROJET USALAMA

Le Projet Usalama de l'Institut de la Vallée du Rift fournit des éléments d'information sur les groupes armés de la République démocratique du Congo. Le Projet est soutenu par Humanity United et Open Square et mené en collaboration avec l'Université catholique de Bukavu.

L'INSTITUT DE LA VALLÉE DU RIFT (RVI)

L'Institut de la Vallée du Rift (www.riftvalley.net) œuvre en Afrique de l'Est et centrale afin d'accroître l'influence du savoir local sur le développement social, politique et économique.

L'AUTEUR

Jason Stearns, auteur de *Dancing in the Glory of Monsters: The Collapse of the Congo and the Great War of Africa*, a été Coordonnateur du Groupe d'experts des Nations Unies sur la RDC. Il est Directeur du Projet Usalama du RVI.

DIRECTEUR EXÉCUTIF DU RVI: John Ryle

DIRECTEUR DE PROGRAMMES DU RVI: Christopher Kidner

DIRECTEUR DU PROJET USALAMA DU RVI: Jason Stearns

DIRECTEUR ADJOINT DU PROJET USALAMA DU RVI: Willy Mikenye

CHARGÉ DE PROJETS GRANDS LACS DU RVI: Michel Thill

RÉDACTEUR RVI DU RAPPORT: Fergus Nicoll

CONCEPTION DU RAPPORT: Lindsay Nash

TRADUCTION FRANÇAISE: Catherine Dauvergne-Newman, *horizons*

CARTES: Jillian Luff

IMPRESSION: Intype Libra Ltd., 3/4 Elm Grove Industrial Estate, London SW19 4HE

ISBN 978-1-907431-08-1

COUVERTURE: Des militaires du M23 en patrouille près de Mabenga, au Nord-Kivu (2012). Photographie de Phil Moore.

DROITS: Copyright © The Rift Valley Institute 2012

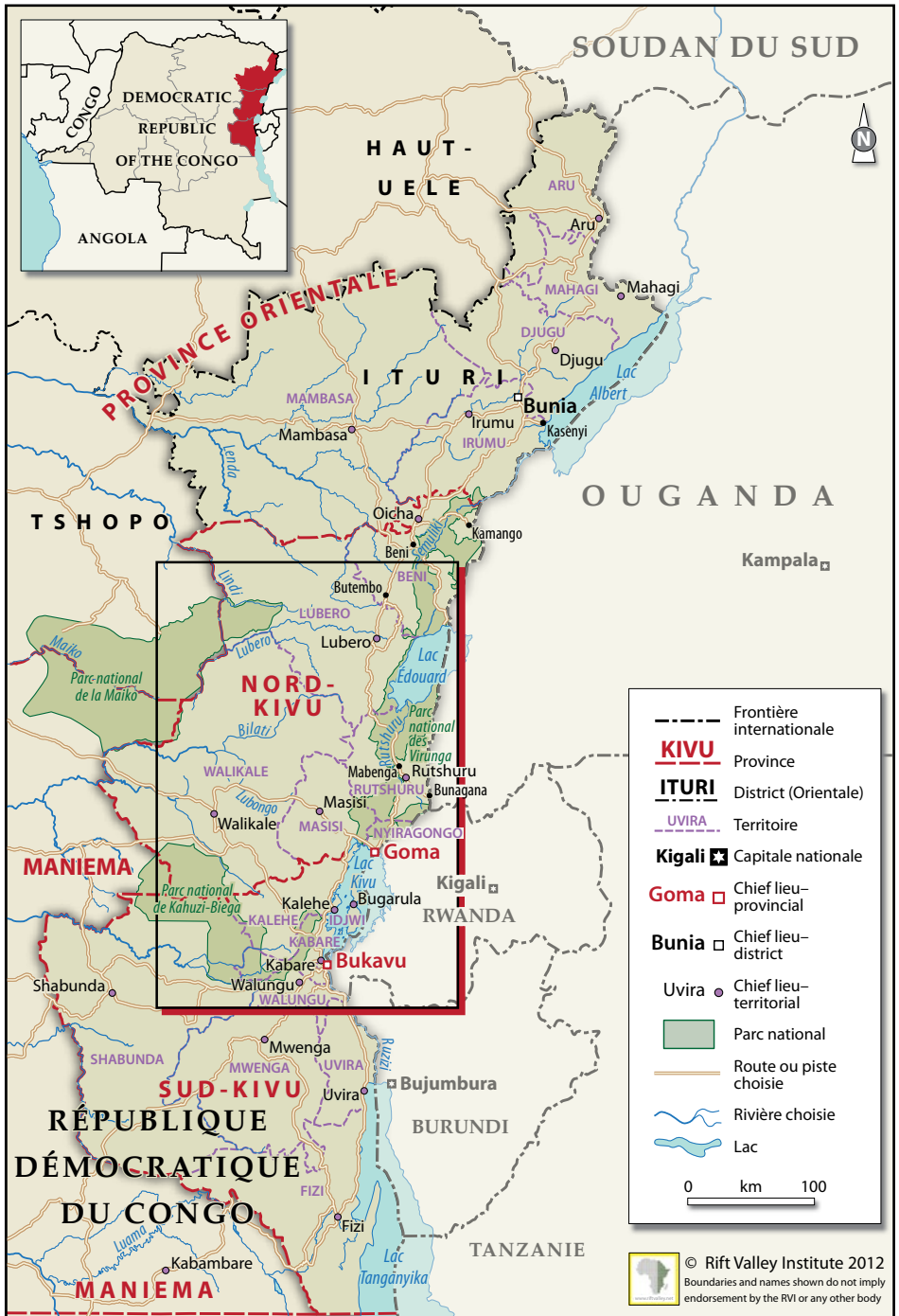
Image de couverture © Phil Moore 2012

Texte et cartes publiés au titre de la licence Creative Commons Attribution-

Noncommercial-No Derivative www.creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0.

Ce rapport peut être téléchargé gratuitement sur le site www.riftvalley.net





Carte 1. 'Est de la RDC, montrant la région couverte par la carte détaillée à l'intérieur de l'endos



Carte 2. Nord-Kivu: régions contrôlées ou influencées par le CNDP et le M23

Table des matières

Préface: le Projet Usalama	7
Résumé	9
1. Introduction	12
L'échec du processus de paix	17
Défection de Nkunda et guerre pour le contrôle de Bukavu	20
Divisions au sein du RCD et premières batailles	24
2. Création du CNDP	28
Ntaganda rejoint Nkunda	29
Crise de Sake et mixage	32
3. La conférence de Goma	37
Accord d'Ihusi et montée en puissance de Bosco Ntaganda	39
4. La mutinerie du M23	45
Premiers échecs	48
Le Rwanda et la dimension régionale	53
Tentatives visant à élargir la rébellion	55
5. Analyse: quel est le moteur du M23?	60
Répondre aux préoccupations du Rwanda	62
Répondre au problème des élites locales congolaises	67
6. Recommandations	70
À court terme: faire face au M23	70
À long terme: clore le cycle des rébellions	72
Un nouveau processus politique	73
Annexe 1: Leadership de la Synergie nationale pour la paix et la concorde	75
Annexe 2: Statistiques du CNDP	76
Annexe 3: Structure du CNDP en octobre 2008	77
Annexe 4: Répartitions entre ethnies et clans parmi les Tutsi congolais	78
Annexe 5: Répartition du CNDP (avec appartenance à l'ethnie/au clan)	79

Glossaire et acronymes	80
Bibliographie	82
Carte 1. 'L'est de la RDC, montrant la région couverte par la carte à l'intérieur de l'endos	3
Carte 2. Nord-Kivu: régions contrôlées ou influencées par le CNDP et le M23	4

Préface: le Projet Usalama

Le Projet Usalama (qui signifie «paix» ou «sécurité» en swahili) de l'Institut de la Vallée du Rift a été créé en réponse à la violence permanente qui règne dans l'est de la République démocratique du Congo. Des milliards de dollars ont été consacrés à la résolution du conflit afin de mettre fin aux souffrances prolongées qu'endurent les habitants de cette région depuis deux décennies. Pourtant, les organisations internationales qui opèrent en RDC—et même le gouvernement congolais—ont du mal à comprendre les groupes armés congolais au cœur du conflit. Le Projet Usalama examine les racines de la violence, dans le but de mieux comprendre l'ensemble des groupes armés, y compris les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC).

Le projet de recherche Usalama s'appuie sur plusieurs interrogations: quel est l'historique de ces groupes armés? Qui les soutient et les contrôle? Quelles relations les différents groupes entretiennent-ils avec l'État, les États voisins, les intérêts commerciaux et les forces armées congolaises? Pourquoi a-t-il été si difficile de démobiliser certains groupes, alors que d'autres ont disparu? Et existe-t-il certaines caractéristiques récurrentes dans les manières dont les groupes prolifèrent, négocient avec l'État, puis disparaissent?

Le Projet adopte principalement une approche qualitative. Il analyse les sources historiques—et les quelques informations quantitatives disponibles—et revient sur l'origine des groupes armés au moyen d'entretiens réalisés avec des responsables politiques, des hommes d'affaires, des représentants de la société civile et des membres de groupes armés. Le Projet repose également sur des travaux de grande envergure menés sur le terrain par des chercheurs internationaux et congolais. Parmi les résultats figurent des rapports sur des groupes armés spécifiques et les grandes zones géographiques du conflit, ainsi qu'une série de séminaires et d'ateliers en RDC.

Nombre des entretiens réalisés pour les besoins du présent rapport ont été menés sous couvert d'anonymat. Pour toutes les personnes interrogées

qui ont demandé à rester anonymes, les informations d'identification figurant dans le rapport se limitent à un numéro associé à un lieu et une date, par exemple «Personne interrogée n° 105, Goma, 28 août 2012». Lors de nos travaux de recherche, des récits relatifs à des événements significatifs et parfois contestés ont été confirmés par de multiples sources ayant une connaissance directe des événements en question.

Résumé

L'émergence de la rébellion du M23 dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) en avril 2012 a recentré l'attention internationale sur un conflit régional complexe. Bien que l'armée congolaise ait opposé une résistance, certes irrégulière, des militaires bien armés du M23 lui ont infligé plusieurs défaites humiliantes et tentent actuellement de former une large coalition avec d'autres groupes armés de la région. Cette crise pourrait déstabiliser l'est de la RDC, ainsi que le gouvernement de Kinshasa, et elle crée une dynamique sociale et politique qu'il sera difficile d'inverser.

Le M23 est le dernier d'une série de groupes armés apparus dans la région des Kivus ces dernières années, et c'est dans ce contexte historique qu'il nous faut l'envisager. Il se situe au cœur des forces locales et régionales, ayant été propulsé par la conjugaison puissante de plusieurs facteurs: intérêts des élites, faiblesse de l'État et conflits locaux. Et pourtant, il n'existe aucune stratégie politique, que ce soit à Kinshasa ou parmi les donateurs, permettant de s'attaquer de manière exhaustive aux causes profondes qui favorisent l'apparition de ce type de rébellions. Les travaux diplomatiques ont porté sur le rôle du pays voisin, le Rwanda, que le Groupe d'experts des Nations Unies et Human Rights Watch ont accusé de soutenir le M23 en lui fournissant des armes, de l'argent et du personnel.¹ Résultat: plusieurs gouvernements ont suspendu leur aide à Kigali. Si un grand nombre d'intervenants, aussi bien dans la région qu'en dehors de celle-ci, ont le sentiment que le gouvernement rwandais mérite une telle réprobation, aucun plan d'action n'a été mis en œuvre pour canaliser les pressions internationales, et les relations entre Kigali

1 «Addendum au rapport intérimaire du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo» (Document ONU S/2012/348/Add.1), 27 juin 2012; Human Rights Watch, «RD Congo: Les rebelles du M23 commettent des crimes de guerre», 11 septembre 2012.

et Kinshasa se sont progressivement dégradées. Cette censure ne s'est donc pas traduite par des résultats tangibles.

Afin de définir la marche à suivre, toutes les parties doivent s'impliquer dans un processus politique devant mener à un compromis, non seulement dans le but de gérer la question du M23, mais aussi de travailler sur les causes profondes de la crise dans les Kivus. Le gouvernement rwandais, aujourd'hui considéré par beaucoup comme le principal responsable de la nouvelle rébellion, devra accepter l'affaiblissement, voire le démantèlement total des réseaux du M23 dans l'est de la RDC. Pour sa part, le gouvernement congolais devra s'attacher à reconstruire des relations communautaires très affectées, établir un dialogue en vue du rapatriement des réfugiés Tutsi congolais et accepter d'aider le Rwanda à venir à bout des dernières îlots abritant les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR).

Il s'agit toutefois là de mesures purement palliatives, qu'il faudrait associer à un changement de comportement ainsi qu'à une modification des mesures d'incitation sur le long terme. Si la perspective de voir s'instaurer un appareil d'État fiable en RDC—armée, justice et exécutif politique responsable—est encore lointaine, seules des solutions alternatives à la création de violentes milices armées peuvent apaiser les peurs des communautés, garantir une sécurité fondamentale et protéger les biens des personnes. Le gouvernement de Kinshasa devrait être disposé à accepter des idées reposant notamment sur une décentralisation substantielle et durable, des projets économiques transfrontaliers légitimes, une réconciliation intercommunautaire au niveau local et l'octroi de garanties légales aux minorités.

Ce rapport, le premier d'une série consacrée aux factions belligérantes dans l'est de la RDC, a pour objectif de contribuer à l'élaboration de ces solutions en faisant la lumière sur les principaux acteurs du conflit et leurs intérêts. Comprendre le M23 et son prédécesseur direct, le Congrès national pour la défense du peuple (CNDP), permettra d'expliquer pourquoi la violence persiste dans la région des Kivus malgré l'accord de paix conclu en 2002 qui a uni le pays et mis fin à une guerre aux effets ravageurs.

Le principal vecteur de la rébellion est le sentiment, éprouvé à Kigali ainsi que parmi des hommes d'affaires Tutsi et des commandants militaires du Nord-Kivu, que le gouvernement congolais, du fait de ses dysfonctionnements, est incapable de protéger leurs différents intérêts—sécurité, investissements et pouvoir politique. C'est donc pour sauvegarder ces biens qu'ils ont apporté leur soutien à des groupes armés: au CNDP de 2004 à 2009 et, depuis avril 2012, au M23.

Des clivages ethniques virulents ont exacerbé cette méfiance. La communauté Tutsi, dont sont originaires ces groupes armés, occupe une place précaire au Nord-Kivu, oscillant entre privilèges et discriminations. Ses dirigeants font partie des propriétaires terriens et des entrepreneurs les plus riches de la région, mais la prévalence et l'intensité exceptionnelle du sentiment anti-Tutsi au Congo sont également indéniables.

Une dernière source d'insécurité est l'État congolais lui-même. Son inaptitude à exercer son autorité, associée à une puissance militaire qui est insuffisante pour pouvoir réprimer les rivaux armés, pousse à croire que le seul moyen de garantir un minimum de sécurité—à savoir la protection à la fois des biens et des libertés individuelles—passe par la force armée. La faiblesse des institutions étatiques est sans doute l'élément le plus insoluble du problème actuel.

Parmi les solutions durables pouvant être apportées à ce cycle de violence, citons une révision profonde des institutions, une réforme foncière et des changements fondamentaux au niveau des relations dans la région, en particulier entre le Rwanda et la RDC. De telles solutions ne sauraient être imposées de l'extérieur; un groupe de travail de haut niveau instauré par l'Union africaine et les Nations Unies pourrait proposer de nouvelles politiques à l'intention des gouvernements, des hauts responsables militaires et des leaders communautaires de la région. Une telle démarche pourrait ainsi favoriser l'ouverture d'un débat et enrichir un nouveau processus politique.

1. Introduction

Il est primordial de connaître l'histoire de la communauté Tutsi congolaise du Nord-Kivu pour comprendre les motivations et les frustrations qui ont entraîné l'apparition du CNDP. Bien que d'autres groupes ethniques aient également participé à la rébellion du CNDP, environ 80% de ses plus hauts responsables étaient originaires de la communauté Tutsi, et le mouvement a bénéficié du soutien régulier des élites politiques et commerciales Tutsi de la région.²

Le CNDP n'était pas le premier mouvement du genre. Avant que n'éclate en 1996 ce qu'on appellerait par la suite «la Première guerre du Congo», la communauté Tutsi, très unie, avait mobilisé des ressources et envoyé des milliers de jeunes se battre dans le cadre de la guerre civile rwandaise de 1990–94. Elle était un élément important du mouvement qui avait renversé Mobutu, le Président zaïrois, en 1997; elle avait également été aux premiers rangs de la rébellion contre son successeur, Laurent Kabila, et elle est aujourd'hui le moteur de la mutinerie du M23. Tous ces conflits font que la communauté Tutsi occupe une place précaire au sein de la société congolaise, bénéficiant à certains moments de l'accès au pouvoir de l'État et, à d'autres, faisant l'objet d'une discrimination virulente et de persécutions, et participant à des rébellions d'une grande violence.

Si les Tutsi sont présents dans l'est du Congo depuis plusieurs siècles, occupant des postes d'autorité coutumière—notamment à l'est du territoire de Rutshuru, en particulier dans les groupements de Gisigari, Jomba et Bwiza—, ce n'est qu'au cours des dernières décennies qu'ils se sont forgé une place importante à l'échelon national. L'importante vague d'immigration de Rwandais—essentiellement forcée—qui eut lieu

2 Pour obtenir des informations historiques de fond plus complètes, veuillez consulter le rapport du Projet Usalama de l'Institut de la Vallée du Rift intitulé «Nord-Kivu: Contexte historique du conflit dans la province du Nord-Kivu, à l'est du Congo».

entre 1928 et 1956 entraîna sans doute l'arrivée de 300 000 Banyarwanda (personnes originaires du Rwanda)—terme collectif désignant les Hutu et les Tutsi au Nord-Kivu—dans les hauts plateaux des territoires de Masisi, Rutshuru et Walikale, pour travailler dans les fermes d'élevage des colonies et dans de lucratives opérations minières, qu'il s'agisse d'entreprises d'État ou de joint-ventures publics/privés. À l'indépendance, les Banyarwanda devinrent majoritaires à Masisi.

L'indépendance rwandaise en 1962 donna lieu à une nouvelle vague d'immigration. Il s'agissait cette fois-ci d'un groupe plus affluent, composé en grande partie de Tutsi, qui cherchait à fuir les persécutions, une révolution sociale ayant porté au pouvoir à Kigali une équipe dirigeante Hutu. Ce groupe d'immigrants s'imposa rapidement dans le monde local de la politique et des affaires. Des familles au nom Tutsi comme Gahiga, Makabuza, Bisengimana, Rwayitare et Karuretwa commencèrent à jouer un rôle prépondérant dans le secteur de l'hôtellerie, le commerce transfrontalier, les plantations de café et de thé, le tourisme, l'élevage et les télécommunications.

Ces nouveaux arrivants formèrent une part importante de l'élite de Goma, aux côtés des grandes pointures issues des classes supérieures Tutsi locales. Beaucoup de ces dernières venaient de la région frontalière prospère de Jomba, d'où leur surnom de Banyajomba. Parmi elles figuraient Denis Ntare Semadwinga, un fidèle de Mobutu, qui allait par la suite jouer un rôle important dans le leadership du CNDP, et Cyprien Rwakabuba Shinga, le premier Tutsi congolais élu au gouvernement au moment de l'indépendance. Cet afflux d'immigrés exacerba les tensions dans les zones rurales des hauts plateaux, plus spécifiquement à Masisi, où de vastes acquisitions de terrains Banyarwanda rendirent furieuses les communautés établies, qui se rebiffèrent contre l'usurpation de leurs propres terres ancestrales par ces nouveaux venus.

Les leaders Tutsi ne tardèrent par ailleurs guère à obtenir des postes politiques. Au lendemain de l'indépendance du Zaïre, Mobutu chercha à séduire les élites Tutsi afin de s'en faire des alliés—ceux-ci firent pression sur lui en retour pour davantage de privilèges. En 1969, Barthélemy Bisengimana, un réfugié issu des remous associés à l'indépendance

rwandaise, fut nommé directeur du cabinet présidentiel, tandis que d'autres leaders Tutsi remportaient des postes au cabinet, des sièges au parlement et des postes à responsabilité dans les services du renseignement et au sein des conseils d'administration d'entreprises publiques.

Occupant ainsi le devant de la scène, la communauté eut une certaine facilité à faire pression pour obtenir un amendement des lois relatives à la citoyenneté. En 1972, à l'instigation de Bisengimana, Mobutu promulgua une loi conférant la nationalité en masse aux Rwandais arrivés avant l'indépendance en 1960. Un an plus tard, le gouvernement lança un programme de nationalisation qui conduisit à l'expropriation de nombreuses entreprises appartenant à des étrangers, dont de vastes étendues de terres agricoles dans les hauts plateaux de l'Est. Une grande partie de ces terres finirent entre les mains d'hommes d'affaires Banyarwanda, aggravant les frictions entre communautés.

Ces tensions s'exprimèrent souvent à travers des préjugés ethniques. Pratiquement chaque Tutsi raconte s'être fait harceler à l'école, insulter ou avoir été victime d'attaques. Des stéréotypes dégradants proliférèrent à l'encontre des Tutsi. Bien avant le génocide au Rwanda, l'usage de qualificatifs tels que «ceux qui ont le nez long», «*kafiri*» (les non-circoncis) et «serpents» devint courant. Lorsque des milliers de Tutsi rwandais fuirent les pogroms au Rwanda au cours des épisodes violents qui précédèrent l'indépendance en 1959, certains trouvèrent refuge dans un bâtiment colonial belge inachevé dans le quartier de Katindo à Goma—qui fait aujourd'hui partie de l'université de Goma. Les réfugiés y passèrent plusieurs mois. Plusieurs années après, lorsque les écoliers voulaient se moquaient d'un Tutsi, ils entonnaient: *Batutsi banayala mu étage ya Katindo* («Les Tutsi sont entassés dans le bâtiment de Katindo»). Cette chanson, que connaissent bien tous les Tutsi à Goma, souligne leur statut d'immigrant et les ridiculise au motif qu'ils sont pauvres et sans ressources.

Au début des années 1980, le vent politique se mit à tourner à l'encontre des Tutsi congolais, alors que d'autres communautés dans les Kivus tentaient de les exclure du pouvoir. En 1981, leur citoyenneté fut remise en question par une loi qui n'accordait plus automatiquement la nationalité qu'aux personnes dont il pouvait être prouvé que les familles

étaient arrivées avant 1885. Cette législation remit en cause les droits juridiques, y compris dans le domaine de la tenure foncière, de plus d'un demi-million de Banyarwanda dans les Kivus. Au Nord-Kivu, les élections de 1989 furent reportées suite à des protestations relatives au fait que des immigrants rwandais s'y présentaient. Enfin, la Conférence nationale souveraine (CNS) de 1991, chargée de planifier la transition du système à parti unique, fut non seulement interdite à de nombreux délégués Hutu et Tutsi, mais sanctionna également la loi sur la nationalité de 1981.

Le début des années 1990 fut marqué par de profonds troubles, les rivalités politiques dégénéralant en violences, tout d'abord dans le territoire rural de Masisi. Au même moment éclatait la guerre civile au Rwanda, déstabilisant encore davantage la région. Plusieurs des commandants Tutsi aujourd'hui en activité au Congo se firent la main pendant la rébellion du Front patriotique rwandais (FPR), lorsque des Tutsi de toute la région furent recrutés pour renverser le régime de Juvénal Habyarimana au Rwanda.

À partir de 1989, des comités locaux du FPR furent établis à Goma et dans les zones rurales pour rassembler des fonds et recruter des jeunes. Des centaines de Congolais rejoignirent les rangs du FPR, et les réseaux d'amis et de camarades qu'ils se firent lors de la guerre civile rwandaise servirent de base aux futures rébellions. Pendant cette période, de nombreux Tutsi congolais perdirent également des membres de leur famille lors d'attaques lancées par des milices Hutu.

La chute du gouvernement de Habyarimana, le génocide de 800 000 personnes au Rwanda et l'arrivée d'un million de réfugiés dans l'est du Congo furent autant d'événements qui contribuèrent à déclencher une guerre de grande ampleur. En octobre 1996, le Nord-Kivu fut envahi par l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL). Ce groupe rebelle était appuyé—à vrai dire créé—par les gouvernements rwandais et ougandais. Le leader de l'AFDL, Laurent-Désiré Kabila, fut soutenu jusqu'à son arrivée à Kinshasa et à la Présidence, et le Zaïre devint la République démocratique du Congo.

Lorsque le gouvernement rwandais se brouilla avec Kabila en 1998, il lança une nouvelle rébellion, mais en recourant à une stratégie différente au

Nord-Kivu. Cette fois-ci, en effet, il tenta de séduire des leaders de premier plan de la communauté Hutu congolaise dans l'espoir de les dissocier des Hutus rwandais en exil, et plus particulièrement des «génocidaires» (auteurs du génocide au Rwanda) et des militaires fidèles à l'ancien régime rwandais, qui restaient bien déterminés à se battre pour regagner le pouvoir. Cette rébellion, appelée Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD), entraîna les Kivus dans une campagne implacable de contre-insurrection, le RCD et les troupes rwandaises réprimant sévèrement les FDLR et les milices Maï-Maï alliées de Kinshasa.³

Si les communautés Hutu et Tutsi formaient le pilier de l'alliance soutenue par le Rwanda, notamment au Nord-Kivu, des tensions entre l'armée rwandaise et des officiers Tutsi congolais se firent également jour à cette époque. Ces différends portaient sur la question de l'identité: le gouvernement rwandais considérait ces Tutsi congolais comme faisant partie de son armée puisqu'il les avait formés et préparés, tandis que de nombreux officiers déclaraient s'être battus dans l'armée rwandaise dans le seul but de libérer le Congo. Un leader de l'ex-CNDP s'est souvenu d'un discours prononcé à cette époque par son commandant rwandais:

Il nous a dit: «Nous sommes tous des Rwandais. Un Tutsi congolais, ça n'existe pas.» Et il nous a ordonné de retourner au Rwanda. Nous avons refusé et nous en avons souffert.⁴

L'origine de ces tensions est bien spécifique. Un exemple particulièrement frappant fut celui de la mutinerie de Murekezi en mai 1997, à la fin de la Première guerre du Congo. Une fois le Président Mobutu renversé, le Rwanda décida de retirer ses troupes de RDC, encourageant les Tutsi congolais du Nord-Kivu ainsi que du Sud-Kivu à les accompagner. Ces appels éveillèrent les soupçons de la communauté Tutsi congolaise qui,

.....

3 Les groupes Maï-Maï (terme dérivé du mot swahili «maji» qui signifie «eau») sont des milices de défense ancrées dans la communauté locale et qui reflètent souvent la culture locale. Les groupes Maï-Maï ont joué un rôle significatif dans les conflits qui se sont succédés dans l'est de la RDC, et continuent de le faire.

4 Projet Usalama, personne interrogée n° 108, Goma, 29 août 2012.

bien que souvent tributaire de la protection du Rwanda, était également farouchement indépendante. Une mutinerie éclata, menée par le lieutenant Murekezi, un Tutsi de Masisi, qui s'opposait à tout départ vers le Rwanda. À noter que de nombreux individus qui deviendraient par la suite des officiers du CNDP et du M23 participèrent à cette mutinerie ou, du moins, lui furent favorables, dont Christian Pay-Pay, Faustin Muhindo, Baudouin Ngaruye, Claude Micho et Wilson Nsengiyumva.

L'épreuve de force prit fin lorsqu'à l'occasion d'une assemblée militaire à Goma début novembre 1997, le commandant rwandais responsable tua Murekezi d'une balle dans la tête et ordonna aux soldats rwandais de tirer et de réunir les autres mutins. Plusieurs autres personnes furent tuées ou blessées, et les survivants furent ligotés et jetés dans un camion. On les emmena au Rwanda, où nombre d'entre eux furent emprisonnés sur l'île d'Iwawa avant d'être redéployés vers la RDC, rétrogradés et démoralisés.

Cette mutinerie fit apparaître des tensions entre les officiers Tutsi congolais et l'armée rwandaise. «C'est compliqué», déclara l'un des mutins. «Nous avons des problèmes avec eux, mais en fin de compte nous sommes tous Tutsi, et les Congolais nous détestent. Que pouvons-nous faire?»⁵

La rébellion du RCD s'acheva en 2003 lorsqu'un accord de paix, signé en Afrique du Sud, instaura un gouvernement de transition, unifiant le pays et intégrant l'ensemble des principaux belligérants au sein d'une armée unique.

L'échec du processus de paix

L'émergence du CNDP fut étroitement liée aux défaillances du processus de transition qui, timidement, commença à réunifier le pays en 2003. Il devint vite évident que certains des signataires de l'accord de paix, au titre duquel tous les belligérants s'engageaient à rejoindre le gouvernement de transition et à fusionner leurs milices dans l'armée nationale, avaient

.....
5 Projét Usalama, personne interrogée n° 108, Goma, 29 août 2012.

PRINCIPAUX INCIDENTS DE VIOLENCE ANTI-TUTSI

Avec l'arrivée, en juillet 1994, d'un million de réfugiés rwandais dans l'est du Congo, de nombreuses zones rurales devinrent inhabitables pour les Tutsi. Des dizaines de milliers d'entre eux s'enfuirent vers Goma et le Rwanda, abandonnant ainsi leurs biens et leur bétail, et plusieurs centaines furent tués.

Le 12 mai 1996, des milices Hutu attaquèrent le monastère de Mokoto, dans le territoire de Masisi, où s'étaient réfugiés plusieurs centaines de Tutsi. Près d'une centaine de civils Tutsi et Hunde furent tués. À peu près au même moment, des milices similaires massacrèrent des dizaines de civils Tutsi vers Bunagana et Jomba (Rutshuru), 18 dans l'exploitation agricole d'Osso (Masisi) et une dizaine à Bukombo (Rutshuru).

Au mois d'août 1998, alors que la guerre du RCD avait été déclarée, des troupes fidèles au Président Laurent-Désiré Kabila rassemblèrent les civils et militaires Tutsi de plusieurs villes du pays et les exécutèrent sommairement. Parmi ces victimes figuraient une centaine d'hommes au camp militaire de Kamina (Katanga), 80 dans le camp de Kananga (Kasaï-Occidental), 133 civils Tutsi vers la ville de Kalima (Maniema), des dizaines à Kisangani (Province Orientale), 70 dans des villes du Sud-Katanga, 70 à Kalemie et 40 à Moba (toutes deux au Katanga) ainsi qu'une centaine de soldats dans des camps militaires de Kinshasa.

uniquement cherché à se couvrir. Le RCD, en particulier, qui contrôlait une grande partie de l'est de la RDC, considérait que le processus représentait un danger pour deux raisons:

Premièrement, le RCD craignait, dans le meilleur des cas, de devenir un partenaire inégal du gouvernement de transition reposant sur le partage des pouvoirs et, dans le pire des cas, de se faire avaler par Joseph Kabila, qui devint chef de l'État congolais après l'assassinat de son père en janvier 2001. Le lieu où s'organisa la transition fut important: elle se fit à Kinshasa, un endroit peu familier et parfois hostile, situé à 2 000 km du quartier général du RCD à Goma. Dès le début de la transition, certains signaux indiquaient déjà que Kabila, dont le poste de Président avait été confirmé par l'accord de paix, essayait de déjouer les plans des autres parties à

l'accord. D'après l'accord de paix, le parti de Kabila était censé occuper un des quatre postes de vice-président—mais en s'assurant des services du représentant de l'opposition, il put faire pencher l'équilibre des pouvoirs en sa faveur. Le RCD fut particulièrement exaspéré de constater que le véritable pouvoir à Kinshasa—au-delà des apparents rangs et postes d'autorité—se situait moins au sein des institutions officielles de l'État qu'en la personne du Président et ses réseaux informels.⁶

La seconde menace pour le RCD joua un rôle encore plus fondamental pour son maintien. Le processus de transition devait culminer par des élections nationales—et le RCD étant considéré par beaucoup d'individus en dehors de la communauté Banyarwanda comme des laquais rwandais, le parti courait le risque d'être décimé dans les urnes. En effet, lorsque les élections eurent enfin lieu en juillet 2006, le RCD n'obtint que 1,5 % des voix à la présidentielle—et le nombre de sièges qu'il occupait à l'Assemblée nationale fut considérablement réduit, passant de 94 à 15.

De toute évidence, des tensions extrêmes apparurent, car c'était le RCD qui avait le moins d'avantages à retirer de la transition politique, alors qu'auparavant, il représentait l'une des forces militaires les plus puissantes de tout le pays. À parts égales, les enjeux étaient plus importants pour la nouvelle classe d'hommes politiques et d'affaires de Goma. Après avoir été dirigée pendant sept années par les alliés rwandais—d'abord l'AFDL, puis le RCD—, cette élite était menacée.

Des antagonismes de nature ethnique ne firent qu'exacerber le problème. Le RCD n'assurait pas uniquement une protection aux entreprises et aux emplois dans l'administration: il garantissait également la sécurité physique des Banyarwanda, et des Tutsi en particulier. On ne saurait sous-estimer la crainte profonde de persécution des Tutsi. La quasi-totalité des Tutsi du Nord-Kivu fuirent la campagne en 1994, se réunissant dans des centres urbains ou passant au Rwanda. Des milliers furent tués. Au lancement de la rébellion du RCD en 1998, des centaines

.....

6 International Crisis Group (ICG), «The Congo's Transition is Failing: Crisis in the Kivus», Africa Report N° 91, 30 mars 2005, pp. 15–19.

de Tutsi, dont de nombreux soldats, furent rassemblés dans des camps de l'armée et des villes de tout le pays et massacrés. La transition portait donc atteinte non seulement à la base de leur pouvoir mais, du moins beaucoup, le perçurent-ils ainsi, à leur survie même. La transition ne chercha jamais à dissiper directement ces craintes—ni la haine que ressentaient les autres communautés en raison des exactions perpétrées par des militaires dirigés par des Tutsi.

Défection de Nkunda et guerre pour le contrôle de Bukavu

Dans un tel climat, ceux qui allaient lancer la dernière rébellion dans l'est de la RDC rechignaient à donner une réelle chance à la transition. En septembre 2003, le général Laurent Nkunda et deux officiers supérieurs refusèrent de rejoindre les rangs de l'armée nationale récemment intégrée, invoquant à la fois des préoccupations relatives à leur sécurité personnelle et à celle de la communauté ainsi qu'une méfiance généralisée à l'égard de Kinshasa. Nkunda était un Tutsi congolais qui avait été commandant de la brigade de Kisangani du RCD au moment du massacre de plus de 160 personnes en mai 2002. Pendant la transition, son nom fut avancé pour devenir commandant du RCD au Nord-Kivu—mais il craignit d'être arrêté en se rendant à Kinshasa pour son intronisation.

Si Nkunda est connu pour son esprit indépendant, nombre de ses confrères affirment aujourd'hui que le gouvernement rwandais a influencé cette décision, ainsi que la suite des événements. «Le Rwanda a demandé à Nkunda et aux autres de refuser», d'après un ancien commandant supérieur du CNDP. «L'ordre émanait de Kigali; il leur fallait un plan alternatif au cas où la transition ne marcherait pas.»⁷

Un autre s'est souvenu: «Les Rwandais nous ont dit: 'Si vous allez à Kinshasa, vous reviendrez dans un cercueil.'»⁸ Quatre autres officiers

.....

7 Projet Usalama, personne interrogée n° 101, ancien officier haut placé du CNDP, Goma, 30 août 2012.

8 Projet Usalama, personne interrogée n° 104, ancien dirigeant du CNDP, Kinshasa,

supérieurs de l'ex-CNDP proches de Nkunda reconnaissent que le Rwanda a joué un rôle clé dans sa décision de faire défection—même si certains insistent sur le fait que Nkunda était maître de ses décisions et traçait sa propre trajectoire dans les limites des paramètres imposés par le Rwanda.⁹

D'autres éléments démontrent que le Rwanda cherchait à manipuler la situation pour que la transition échoue. Certains soulignent que la rapidité à laquelle Nkunda gravit les échelons—passant du statut de responsable du renseignement des entreprises à celui de brigadier général en seulement sept ans—était une indication de ce que le Rwanda le préparait à jouer un rôle intermédiaire.

Même avant l'unification, Nkunda avait entamé les préparatifs. Il avait ainsi créé une organisation appelée Synergie nationale pour la paix et la concorde (SNPC) afin de rassembler les leaders idéologiquement proches.¹⁰ «Il nous disait que Kinshasa ne s'intéressait pas à nous, que plusieurs milliers de membres de nos familles souffraient dans des camps de réfugiés au Rwanda, que les FDLR posaient encore un risque», s'est souvent l'un des membres de la Synergie.¹¹ Ce groupe de petite taille était essentiellement composé de civils des communautés Banyarwanda, Nande et Shi. Il commença à organiser des réunions début 2003, mais formalisa sa structure en décembre de cette année à Bukavu, avant d'ouvrir un bureau à Goma.

La dissidence de Nkunda était loin d'être unique, et elle ne se limitait pas non plus aux provinces de l'est du pays. Début 2004, les tensions au sein du gouvernement de transition prirent une acuité particulière, l'intégration de l'armée stagnait, le RCD avait le sentiment que Kabila monopolisait le pouvoir et peu de progrès avaient été réalisés en matière

.....
15 mars 2012.

9 Projet Usalama, personnes interrogées n° 102, 103, 104 et 105, Goma, juillet–septembre 2012.

10 Voir l'annexe 1: Leadership de la Synergie nationale pour la paix et la concorde.

11 Projet Usalama, personne interrogée n° 102, Goma, 27 août 2012.

de tenue d'élections ou de réelle unification du pays. Pour sa part, le gouvernement de Kinshasa était tombé dans l'inertie. Il ne prit les dissidents au sérieux que lorsqu'il était déjà trop tard. Début 2004, le président du RCD Azarias Ruberwa rencontra Nkunda et ses camarades transfuges et réussit à les persuader d'écrire à Kabila pour demander son pardon. Mais Kabila ne répondit jamais à cette lettre.¹² L'un des commandants les plus haut gradés de Nkunda s'est souvenu: «Je ne faisais pas confiance au Rwanda, mais Kinshasa m'avait abandonné—j'avais passé cinq mois dans un camp d'entraînement à Kinshasa sans solde, ma famille avait le ventre vide. Quand Nkunda a commencé à recruter, j'ai bien vu que je n'avais pas d'autre solution.»¹³

Nkunda savait que la création d'une organisation purement politique ne suffirait pas. Après sa défection, il se mit à entrer en contact avec des officiers de l'armée Banyarwanda et à jeter les bases d'une rébellion de plus grande ampleur.

Lorsque les troupes rwandaises se retirèrent de l'est de la RDC pendant l'été 2002 conformément aux modalités de l'accord de transition, le RCD avait rappelé un grand nombre de ses commandants Banyarwanda au Nord-Kivu pour consolider sa base arrière à la veille de l'intégration de l'armée et pour protéger le Rwanda des incursions des FDLR. Ces hommes formèrent ainsi les 81e, 82e et 83e brigades, contrôlant la majeure partie des territoires de Masisi et Walikale, et formant finalement la colonne vertébrale de l'armée de Nkunda. (Avant de s'appeler 81e, 82e et 83e brigades en 2005, elles avaient conservé leurs noms RCD: 5e, 11e et 12e brigades.¹⁴)

À Bukavu, les tensions devinrent explosives. L'accord de transition imposa un ancien fidèle de Kabila au poste de commandant militaire du Sud-Kivu, tandis qu'un colonel de l'ex-RCD devint son adjoint. Les

.....
12 Projet Usalama, entretien avec Azarias Ruberwa, Kinshasa, 11 juillet 2012.

13 Projet Usalama, personne interrogée n° 108, Goma, 29 août 2012.

14 Les 5e, 11e et 12e brigades étaient déployées à Rutshuru (12e) et Masisi (5e et 11e). La 11e brigade devint la 81e et la 12e devint la 82e autour du mois de novembre 2005.

condamnations par contumace du gouverneur RCD et du commandant militaire à Bukavu pour l'assassinat du père du Président, Laurent-Désiré Kabila, en janvier 2001, n'arrangèrent pas les choses. Une crise se déclara en février 2004 lorsque le commandant Joseph Kasongo du RCD, qui avait aussi été condamné à mort pendant le même procès, fut arrêté par le général Prosper Nabyolwa, fidèle de Kabila. Le commandant supérieur du RCD à Bukavu, le colonel Jules Mutebutsi, riposta en attaquant Nabyolwa, qui fut alors remplacé par un autre commandant, le général Mbuza Mabe. Un timide cessez-le-feu fut respecté jusqu'en mai 2004, après quoi des combats de grande ampleur reprirent.

Alors que les dissidents étaient menés par des commandants Tutsi, les combats prirent un caractère ethnique: des officiers de l'armée rassemblèrent une quinzaine de Tutsi, dont des mineurs, et les tuèrent. Cela poussa le gouvernement rwandais et Nkunda à faire état d'un soi-disant génocide, et Nkunda commença à mobiliser les réseaux qu'il avait établis et maintenus en place parmi les loyalistes du RCD au Nord-Kivu. Avec un certain soutien du Rwanda, notamment pour le transport d'armes et de munitions sur le lac Kivu, Nkunda entra ensuite dans Bukavu.

Les combats autour du contrôle de Bukavu ne durèrent que dix jours mais poussèrent la transition au bord de l'effondrement. Les mécontents du RCD, dont les travaux s'étaient jusque-là limités à l'organisation politique, commencèrent à réunir une force militaire pour résister à ce qu'ils considéraient comme une intention malveillante de Kinshasa. Sous la pression internationale, Nkunda fut contraint de se retirer de Bukavu, mais la diplomatie avait déjà été supplantée par un conflit total. Ruberwa suspendit formellement la participation du RCD à la transition—et Kinshasa envoya des milliers de militaires en renfort dans l'est du pays pour forcer la concrétisation d'une intégration que les négociations n'avaient pas réussi à mettre en œuvre.¹⁵

.....

15 La décision de Ruberwa fit suite au massacre de 160 réfugiés Banyamulenge dans le camp de réfugiés de Gatumba, au Burundi. Il suggéra que le gouvernement congolais

Divisions au sein du RCD et premières batailles

Le RCD, qui avait toujours été empreint d'animosité, commença à se désintégrer en raison des tensions suscitées par la transition. Différents éléments du parti s'éloignèrent pour s'allier à Kinshasa, réduisant les dissidents à un noyau de radicaux. Certains Hutu, qui n'avaient jamais eu beaucoup d'affection pour le RCD en raison de son antipathie envers le Rwanda, s'en écartèrent. L'alliance Hutu-Tutsi avait été la colonne vertébrale du RCD au Nord-Kivu et joué un rôle crucial dans sa stratégie de contre-insurrection à l'égard des FDLR.

Peu de temps après le retour de Nkunda des travaux d'intégration ratés, des fissures apparurent au sein de cette alliance. En décembre 2004, un groupe d'officiers militaires Hutu et de leaders locaux rédigea plusieurs lettres dénonçant la manipulation de l'identité Banyarwanda et exprimant leur allégeance au gouvernement central.¹⁶ Ce différend fit apparaître un désaccord historique plus important: nombre des signataires—dont Xavier Nzabara, le maire de Goma, et le colonel Janvier Maianga, commandant de la 5e brigade—avaient par le passé été en désaccord avec Kigali et combattu les troupes rwandaises de 1996 à 1998.

Peu de temps après, Eugène Serufuli, gouverneur du Nord-Kivu, tenta d'obtenir le soutien de Kabila. «Il pensait que son autorité était remise en cause par Nkunda, qu'il ne tenait plus les rênes», d'après l'un des proches collaborateurs du gouverneur.¹⁷ Serufuli lui-même fut plus explicite: «Depuis Sun City [où avait été signé l'Accord global et inclusif sur la transition de 2002], j'avais l'impression que le RCD n'avait pas d'avenir. C'est pourquoi j'ai décidé de me rapprocher de Kinshasa.»¹⁸

Cette rupture alarma Nkunda ainsi que ses partisans rwandais. À la mi-2005, le général James Kabarebe, chef d'état-major de la Défense rwandaise, appela plusieurs officiers de l'ex-RCD haut placés pour leur

.....
 avait été impliqué, même si des rebelles burundais en revendiquèrent la responsabilité.

16 Rapport quotidien de la MONUC sur le Nord-Kivu, 16 décembre 2004.

17 Projet Usalama, personne interrogée n° 20, Goma, 12 mai 2012.

18 Projet Usalama, entretien avec Eugène Serufuli, Goma, juillet 2012.

annoncer que Nkunda allait rentrer en RDC et qu'ils devraient assurer sa protection.¹⁹ Nkunda franchit la frontière et se rendit à Kitchanga, au quartier général de la 83e brigade. «Il était très occupé en ce temps-là», a déclaré l'un des officiers supérieurs qui l'accompagnaient. «Nous avons reçu la visite d'hommes politiques, d'hommes d'affaires—même de plusieurs officiers militaires rwandais.»²⁰

Le 8 septembre 2005, lors de sa première apparition officielle depuis plus d'un an, Nkunda fit une déclaration d'une grande agressivité qui revenait à lancer une nouvelle rébellion. Le «clan Kabila», dit-il, était responsable des divisions ethniques dans les Kivus et du musellement de l'opposition politique, ainsi que de multiples atteintes aux droits de l'homme. La lettre accusait Kinshasa d'avoir organisé «un plan d'épuration ethnique au Nord-Kivu sous couvert du brassage» et demandait instamment le recours à «tous les moyens utiles, pour contraindre ce gouvernement à décrocher».²¹

Cela venait à point nommé pour Nkunda, entre autre parce que l'armée était encore en plein «brassage», processus consistant à intégrer l'ensemble des anciennes factions belligérantes dans ses rangs. La lettre forçait la main aux commandants de l'ex-RCD qui ne s'étaient toujours pas engagés: une fois intégrés, il était fort probable qu'ils soient déployés à l'extérieur des Kivus au sein d'unités dominées par des inconnus. Peu après l'arrivée de Nkunda à Kitchanga, il commença à demander aux commandants de l'ex-RCD de faire défection.

«Sa première réunion a eu lieu à Nyamitaba», a raconté l'un de ses anciens officiers. «Il a parlé de son projet: renverser le pouvoir tribaliste de Kabila, ramener les réfugiés Tutsi du Rwanda et repousser les FDLR.»²² À la fin de l'année, environ la moitié des effectifs de la 82e brigade, soit un

19 Projet Usalama, personnes interrogées n° 108, 109 et 101, Goma, août 2012.

20 Projet Usalama, personne interrogée n° 101, Goma, 30 août 2012.

21 Amnesty International, «République démocratique du Congo: Nord-Kivu: les civils paient le prix des rivalités politiques et militaires», septembre 2005, p. 11.

22 Projet Usalama, personne interrogée n° 109, Goma, août 2012.

millier de soldats, avaient fait défection, tandis que plusieurs membres des 81e et 83e brigades refusèrent d'aller au brassage et se rassemblèrent autour de Nkunda. Alarmé par ces développements et par les propos belliqueux de Nkunda, le gouvernement de Kinshasa lança un mandat d'arrêt contre le général dissident le 7 septembre 2005.²³

Les premiers combats importants impliquant des unités transfuges éclatèrent fin 2005, lorsque la première brigade intégrée fut déployée dans le territoire de Rutshuru—une région occupée par les troupes du RCD depuis sept ans. Le nouveau commandant de cette brigade, le lieutenant-colonel Shé Kasikila, ne cacha aucunement son antipathie à l'égard de l'instauration du RCD à Goma. Il lança immédiatement des opérations de bouclage et de perquisition pour retrouver les armes que les agents de l'ex-RCD avaient distribuées aux civils. D'après des agents du renseignement présents sur les lieux, il dénigra le rôle des Tutsi et des Rwandais en RDC et contribua à exposer plusieurs fosses communes qui, d'après la population locale, renfermaient les victimes de massacres perpétrés en 1996–7 par l'armée rwandaise et ses alliés congolais.²⁴

Certains des transfuges qui rejoignirent ensuite le CNDP accusèrent Kasikila d'avoir commis des exactions systématiques à l'encontre des Banyarwanda, mais l'ampleur de ces exactions présumées était sans doute exagérée et il est possible que le seul but d'une telle accusation ait été d'exacerber les dissensions. Des troupes fidèles à Nkunda tentèrent d'assassiner Kasikila à deux reprises avant de lancer une attaque contre le district autour de Rutshuru, qui se solda par le départ du général.

Si Nkunda avait espéré renouer la solidarité entre Hutu et Tutsi, il avait échoué. Le gouverneur Serufuli publia rapidement un communiqué condamnant les actes de Nkunda. Peu de temps après, le colonel David Rugayi, le commandant Hutu de la 83e brigade, fit défection avec plus de

.....

23 Rapport quotidien de la MONUC sur le Nord-Kivu, 9 septembre 2012.

24 La mise en évidence de ces fosses communes fut l'un des incidents qui incita le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme à lancer la réalisation d'une carte des atteintes aux droits de l'homme graves perpétrées au Congo entre 1993 et 2003.

1 400 soldats et rejoignit l'armée nationale. Le colonel Smith Gihanga, commandant de la 81e brigade, le suivit quelques mois plus tard. Nkunda perdit ses deux plus importants officiers Hutu—et l'alliance Hutu-Tutsi sur laquelle reposait la réussite du RCD au Nord-Kivu fut brisée.

2. Création du CNDP

Ce qui aurait dû être une transition sans heurts menaçait de s'effondrer au Nord-Kivu. Des élections nationales devaient se dérouler en juillet 2006 mais la situation sécuritaire avait été mise à mal, Nkunda ayant rejeté le processus d'intégration militaire, les divisions entre Hutu et Tutsi étant de plus en plus profondes et les groupes armés se multipliant. Avec des effectifs se chiffrant désormais à plusieurs milliers de soldats, Nkunda contrôlait une grande partie des hauts plateaux de Masisi. Toutefois, le gouvernement à Kinshasa espérait toujours apaiser les rebelles—d'autant plus qu'il bénéficiait désormais du soutien d'importants leaders Hutu à Goma et qu'il avait persuadé plus de 1 400 membres des troupes Hutu de Nkunda de faire défection.

Cependant, d'après plusieurs officiers du CNDP haut placés, Nkunda n'avait aucune intention de conclure d'accords à court terme. L'un des principaux signes de son engagement était un effort ambitieux d'instaurer un mouvement sophistiqué, Nkunda recherchant les faveurs de ses nombreux partisans, développant un réseau de relations publiques dédié à son aile politique et fournissant des camps d'entraînement à ses troupes; ce mouvement reçut le nom de Conseil militaire pour la défense du peuple (CMDP)—ou celui plus controversé de Brigade anti-génocide.

Au camp de Bwiza, fin 2005, des officiers supérieurs suivirent une formation à la stratégie et à l'idéologie militaires. Parmi eux figuraient tous les commandants de bataillon qui avaient fait défection au processus de brassage. «Il y avait différents modules», s'est souvenu l'un de ses formateurs, «l'un s'appelait le Cours de leadership des officiers supérieurs (*Senior Officer Leadership Course*) ou SOLEC, c'était le premier, puis venait le Cours de gestion pour les officiers (*Officer Management Course*)—je me souviens que les Rwandais nous avaient donné un livre de gestion, ils disaient qu'on en avait besoin!»²⁵ À partir de la première série de diplômés

.....
25 Projet Usalama, personne interrogée n° 104, Kinshasa, 15 mars 2012.

de Bwiza, Nkunda forma un nouveau commandement supérieur, capable de prendre des décisions militaires clés. Pour la gestion au quotidien, il instaura un état-major et commença à réorganiser ses hommes selon une structure faite de brigades et de bataillons.

Ntaganda rejoint Nkunda

Début 2006, Nkunda gagna un nouveau partisan d'une grande importance—un personnage dont le rôle n'irait qu'en s'amplifiant au cours des six années suivantes. Le général Bosco Ntaganda était l'ancien chef d'état-major d'une milice basée dans la province de l'Ituri, l'Union des patriotes congolais (UPC). Il fuit l'Ituri à cause des fortes pressions exercées par les Casques bleus des Nations Unies et les gouvernements de la RDC et de l'Ouganda, et se rendit à Bwiza depuis la frontière rwandaise—arrivant, d'après un témoin, en survêtement, un agenda rouge à la main. Au bout de quelques mois, il serait promu chef d'état-major du CNDP.

Pendant cette phase cruciale, Nkunda fusionna son opération politique, la Synergie, avec son identité militaire, le CMDP. C'est ainsi que naquit le CNDP—officiellement le 26 juillet 2006, Nkunda en étant à la fois président et commandant suprême.²⁶ La priorité du mouvement était de toute évidence de répondre aux doléances et aux insécurités de la communauté Tutsi. Une préoccupation fondamentale sous-tendant l'existence du CNDP—et dont la résolution constituait la condition préalable à toute future intégration de l'armée—était l'éradication des rebelles des FDLR, en l'associant dans l'idéal au retour des 55 000 Tutsi congolais vivant encore dans des camps de réfugiés au Rwanda.

La réforme structurelle interne se déroula sans problèmes: le mode de fonctionnement du CNDP était bien plus sophistiqué que celui de tout autre groupe armé en RDC. Pendant un certain temps, il bénéficia non seulement d'une station de radio et d'une équipe de communication chargée de publier des communiqués de presse à intervalles réguliers à

.....
 26 Voir l'annexe 2: Statistiques du M23.

EXTRAIT DE L'ALLOCUTION DE LAURENT NKUNDA À
NYAMITABA, 6 AOÛT 2006

« Pourquoi sommes-nous venus à Nyamitaba?

En 1964, au Nord-Kivu, certaines personnes ont décidé de tuer tous ceux qui parlaient le kinyarwanda. Aujourd'hui, je m'adresse à vous, mais à l'époque mes parents se trouvaient à Mirangi et Kivuku, on les avait emmenés en prison et ils étaient prêts à être tués. Et puis là, à Nyamitaba, il y a eu une réunion où j'ai retrouvé mes parents, mes frères et mes sœurs. Cette réunion nous a fait décider que nous nous battrions, que nous ne partirions plus en exil. C'est à cette réunion que les Rwandais ont compris qu'ils avaient le droit de vivre dans ce pays...

C'est pour cette raison que je vous respecte et vous honore. Si vous n'aviez pas organisé cette réunion à l'époque, je ne serais pas ici et ceux qui sont assis derrière moi ne seraient pas ici non plus...

Je veux vous dire, ceux qui ont essayé de nous tuer à l'époque sont de retour. Ceux qui sont au pouvoir sont mauvais. Ils viennent dire aux gens de tuer vos enfants; que certains devraient vivre et que d'autres ne devraient pas vivre. Nous devons tous être vigilants...

Deuxièmement, je représente l'armée. Nous nous sommes battus avec des lances, des bâtons et des armes modernes, mais cela ne nous a pas empêchés de nous faire tuer. Les Rwandais sont un peuple comme un autre. Notre armée s'engage à pacifier la région et à ramener les tribus qui ne sont pas là, les Hunde, les Bashi et les gens de la province de l'Équateur...

Troisièmement, je veux que durant cette réunion nous venions à bout de la malédiction qui anéantit notre pays. Elle vient du fait que les gens ont versé le sang d'autres gens. C'est une malédiction biblique, qui remonte à Caïn et Abel. Le Seigneur a demandé à Caïn: «Qui va payer pour le sang de ton frère?» Du sang est en train d'être versé dans ce pays. Certaines personnes versent le sang de leurs frères sans le savoir. À cette réunion de Nyamitaba, nous voulons que les gens voient, pour qu'ils ne versent pas le sang de leurs frères sans savoir... À cette réunion, nous voulons convenir de ne plus jamais faire couler le sang de nos frères.

Personne ne s'est jamais enrichi grâce à sa tribu; les gens s'enrichissent grâce à eux-mêmes, à leur manière d'être. »

l'intention des médias internationaux avides d'information, mais aussi de deux sites Internet (www.cndp-congo.org et www.kivupeace.org, qui n'existent plus aujourd'hui). Le CNDP instaura un réseau de «syndicats»: des structures implantées au sein des communautés chargées de mobiliser des fonds et des recrues et de diffuser l'idéologie du CNDP—dotées de sections dans les zones rurales de Masisi mais aussi au Canada, en Afrique du Sud et en Belgique.

Nkunda s'inspira pour cela plus précisément de l'expérience du Front patriotique rwandais (FPR), au sein duquel il avait reçu sa formation initiale une décennie auparavant. La structure des syndicats imitait celle du vaste réseau du FPR, en s'appuyant sur la mobilisation de fonds et de recrues parmi la diaspora Tutsi, y compris dans l'est de la RDC. Autre caractéristique que le CNDP avait empruntée au FPR: l'accent sur une idéologie propice au bon moral. Le parrain philosophique du FPR, le Mouvement révolutionnaire national (NRM) ougandais, avait également insisté sur le conditionnement idéologique. Pour reprendre les propos de Nkunda: «Un soldat qui sait pourquoi il se bat est plus efficace que cent qui ne savent rien.»²⁷

Cette mentalité s'étendit au niveau local. D'abord à Nyamitaba en 2006, Nkunda lança des rassemblements dits «*ubusabane*» (harmonie) s'adressant aux paysans locaux—une autre idée empruntée au Rwanda—lors desquels des leaders du CNDP prononçaient des discours, après quoi la réunion laissait place à la danse et au chant. Des tentatives de diffuser l'idéologie ciblèrent même les écoles, les enfants apprenant des chants faisant l'éloge de différents commandants du CNDP.²⁸ Le CNDP était tout aussi soucieux de contrôler et de solliciter la population qu'il l'était de promouvoir l'esprit révolutionnaire. Il instaura une force de police, mit en place ses propres administrateurs et commença à réclamer des taxes

.....

27 Andrew Stewart Scott, Laurent Nkunda et la rébellion du Kivu (Paris: Karthala, 2009), p. 172.

28 Projet Usalama, entretien avec un agent chargé de la protection des enfants à la MONUC, Goma, juin 2006.

pour toutes les activités possibles, des petits kiosques à l'exploitation minière, en passant par le commerce du charbon. En échange, il offrait une sécurité, payait les frais de scolarité et médicaux de certaines familles pauvres et organisait des travaux communaux sur les routes. Mais il fut également connu pour la brutalité avec laquelle il réprimandait ceux qui n'acceptaient pas ses règles et ceux dont il estimait qu'ils collaboraient avec ses ennemis.

Crise de Sake et mixage

Les élections nationales de 2006 ne modérèrent guère les ambitions de Nkunda. La coalition de Kabila, l'Alliance pour la majorité présidentielle (AMP), remporta à la fois les élections présidentielles et législatives dans les Kivus, obtenant plus de 80 % des voix dans les zones contrôlées par Nkunda. C'était comme si le pays avançait sans lui: malgré le désastre qu'il avait prédit, la phase de transition s'était achevée et la RDC poursuivait son chemin, certes à petits pas. Les élections soulignèrent également la difficulté de faire partie de la minorité dans cette nouvelle démocratie. Pas un seul Tutsi ne fut élu à l'assemblée provinciale du Nord-Kivu et un seul remporta un siège à l'Assemblée nationale: Dunia Bakarani, qui, bien qu'originaire de Masisi, n'était pas un candidat RCD.

C'est une attaque perpétrée contre un Tutsi qui déclencha pour ainsi dire la première guerre du CNDP. Le 24 novembre 2006, des policiers en faction à un poste de contrôle à Sake, à l'extrémité nord du lac Kivu, eurent une altercation avec un homme d'affaires Tutsi qui apportait du carburant sur le territoire du CNDP. Cet homme, Musafiri Mayogi, fils d'une famille de Goma très en vue, fut alors tué par balle. Les policiers insistèrent sur le fait qu'ils avaient simplement réagi lorsque l'homme avait brandi un pistolet et tiré sur un officier; le CNDP déclara quant à lui que la police l'avait délibérément tué.

Au bout de quelques heures, le CNDP lança une offensive de grande ampleur sur Sake, puis avança rapidement sur Goma. D'après un agent

du CNDP, «cette décision a été prise sur la base d'émotions». ²⁹ La rapidité de l'attaque conduisit de nombreux observateurs à estimer qu'elle se préparait déjà depuis un certain temps, en attendant le moment opportun. ³⁰ En même temps, un bataillon du CNDP ouvrit une voie d'accès vers le Rwanda via Runyoni et tenta, en vain, d'assiéger Bunagana. Des combats acharnés eurent également lieu autour de Kikuku et de Tongo. Alors que l'armée congolaise se désagrégeait, la confusion régnant au sein de sa chaîne de commandement, les Casques bleus de la MONUC furent contraints de défendre Goma, demandant à Nkunda de cesser d'avancer. Le jour le plus sanglant de toute l'histoire du CNDP, au moins 150 de ses soldats furent fusillés sur le terrain découvert situé entre Sake et Goma par des véhicules blindés et des hélicoptères de l'ONU; leur mort fut filmée. ³¹

Cette défaite força les deux parties à se réunir autour d'une table de négociations à laquelle le Rwanda joua un rôle crucial de médiateur, phénomène qui devait se reproduire lors de chaque nouvelle série de pourparlers. Nkunda fut emmené à Kigali par hélicoptère avec le principal négociateur de Kinshasa, le général John Numbi. L'accord de paix qui s'ensuivit allait devenir le plan directeur des accords suivants: il exigeait l'intégration des unités du CNDP dans l'armée congolaise—mais, cette fois-ci, sans redéploiement en dehors des Kivus. En effet, la première des priorités de ces unités nouvellement intégrées serait de lancer une offensive contre les FDLR. Cet accord fut qualifié de «mixage», une autre forme de brassage (le processus d'intégration qui avait été employé auparavant) et entraîna la création de six brigades «mixtes» déployées à Masisi et Rutshuru.

Nkunda avait toujours eu un avantage tactique sur ses homologues du gouvernement. Il maîtrisait bien mieux ses troupes et pouvait tirer

.....

29 Projet Usalama, personne interrogée n° 103, Bukavu, 12 septembre 2012.

30 Projet Usalama, communication électronique avec un employé de l'ONU, 19 octobre 2012.

31 Rapport hebdomadaire de la MONUC sur le Nord-Kivu, 26 novembre–1er décembre 2012.

parti du mixage, en s'assurant que ses propres unités restent intactes au niveau des bataillons et que son état-major ne soit pas affecté. Surtout, il bénéficiait d'un afflux de liquidités et d'équipements. Le CNDP recevait environ 190 000 US\$ par mois sous forme de salaires, sur la base d'effectifs gonflés artificiellement: il affirmait en effet compter 7 221 soldats, soit sans doute 40 % de plus qu'en réalité. Les combattants du CNDP recevaient également une quantité modeste de munitions destinées aux opérations contre les FDLR. «Le gouvernement était notre logisticien»: c'est ainsi que Nkunda a évoqué cette phase.³² L'un de ses officiers supérieurs a été plus direct: «Le mixage—c'est comme ça que l'on a construit le CNDP.»³³

Vu le cynisme d'une telle approche, il n'est pas étonnant que le mixage ait échoué au bout de quelques mois. C'est la campagne menée à l'encontre des FDLR qui provoqua son effondrement—et la deuxième guerre du CNDP. Plusieurs des opérations désormais conjointes furent lancées dans des régions où les FDLR vivaient depuis des années aux côtés de la population Hutu congolaise. La contre-insurrection mena à de nombreux abus, souvent perpétrés par des officiers du CNDP. À Buramba, par exemple, la brigade Bravo du colonel CNDP Sultani Makenga organisa une réunion publique en menaçant de tuer quiconque collaborait avec les FDLR. Le lendemain, le véhicule de Makenga tomba dans une embuscade, entraînant des représailles immédiates contre les civils locaux, lors desquelles au moins 15 personnes périrent.³⁴ Pendant une autre attaque perpétrée plusieurs jours plus tard, des soldats du CNDP abattirent un curé de paroisse à Jomba, près de la frontière ougandaise.

Tandis que le processus de mixage s'effondrait, des combats éclatèrent lorsque des unités de Nkunda se séparèrent de l'armée pour défendre des positions stratégiques. Les principaux points chauds se situaient aux alentours de Runyoni et Bunagana, pour contrôler l'accès au Rwanda et à l'Ouganda, de Tongo et Nyanzale, des points de transit entre Rutshuru et

.....

32 Projet Usalama, entretien avec Laurent Nkunda, Tebero, avril 2006.

33 Projet Usalama, personne interrogée n° 101, Goma, 2 septembre 2012.

34 Human Rights Watch, «Nouvelle crise au Nord-Kivu», octobre 2007, pp. 28–30.

Masisi, et le long de l'axe Katale-Ngungu, qui contrôle le centre de Masisi. La déconfiture du mixage s'accéléra du fait de la prolifération des milices au Nord-Kivu. Exaspérés par la faiblesse de l'armée et cherchant à étoffer leur propre stature politique, des officiers et des hommes politiques se mirent à soutenir divers groupes armés début 2007. Le général Mayanga wa Gishuba, partisan de l'un des principaux groupes armés rivaux du CNDP, les Patriotes résistants congolais (PARECO), a dit à ce sujet: «Nous ne pouvions pas faire confiance à l'armée. Elle était souvent complice de l'ennemi, nous avons donc dû créer notre propre milice.» Non seulement la PARECO comprenait des transfuges du CNDP, mais de nombreux Hutu, basés dans les villages d'où ils étaient originaires, collaborèrent avec les FDLR.

Nkunda avait toujours eu un avantage tactique sur ses homologues du gouvernement. Il maîtrisait bien mieux ses troupes et pouvait tirer parti du mixage, en s'assurant que ses propres unités restent intactes au niveau des bataillons et que son état-major ne soit pas affecté. Surtout, il bénéficiait d'un afflux de liquidités et d'équipements. Le CNDP recevait environ 190 000 US\$ par mois sous forme de salaires, sur la base d'effectifs gonflés artificiellement: il affirmait en effet compter 7 221 soldats, soit sans doute 40 % de plus qu'en réalité. Les combattants du CNDP recevaient également une quantité modeste de munitions destinées aux opérations contre les FDLR. «Le gouvernement était notre logisticien»: c'est ainsi que Nkunda a évoqué cette phase. L'un de ses officiers supérieurs a été plus direct: «Le mixage—c'est comme ça que l'on a construit le CNDP.»

Vu le cynisme d'une telle approche, il n'est pas étonnant que le mixage ait échoué au bout de quelques mois. C'est la campagne menée à l'encontre des FDLR qui provoqua son effondrement—et la deuxième guerre du CNDP. Plusieurs des opérations désormais conjointes furent lancées dans des régions où les FDLR vivaient depuis des années aux côtés de la population Hutu congolaise. La contre-insurrection mena à de nombreux abus, souvent perpétrés par des officiers du CNDP. À Buramba, par exemple, la brigade Bravo du colonel CNDP Sultani Makenga organisa une réunion publique en menaçant de tuer quiconque collaborait avec les FDLR. Le lendemain, le véhicule de Makenga tomba dans une embuscade,

entraînant des représailles immédiates contre les civils locaux, lors desquelles au moins 15 personnes périrent. Pendant une autre attaque perpétrée plusieurs jours plus tard, des soldats du CNDP abattirent un curé de paroisse à Jomba, près de la frontière ougandaise.

Tandis que le processus de mixage s'effondrait, des combats éclatèrent lorsque des unités de Nkunda se séparèrent de l'armée pour défendre des positions stratégiques. Les principaux points chauds se situaient aux alentours de Runyoni et Bunagana, pour contrôler l'accès au Rwanda et à l'Ouganda, de Tongo et Nyanzale, des points de transit entre Rutshuru et Masisi, et le long de l'axe Katala-Ngungu, qui contrôle le centre de Masisi. La déconfiture du mixage s'accéléra du fait de la prolifération des milices au Nord-Kivu. Exaspérés par la faiblesse de l'armée et cherchant à étoffer leur propre stature politique, des officiers et des hommes politiques se mirent à soutenir divers groupes armés début 2007. Le général Mayanga wa Gishuba, partisan de l'un des principaux groupes armés rivaux du CNDP, les Patriotes résistants congolais (PARECO), a dit à ce sujet: «Nous ne pouvions pas faire confiance à l'armée. Elle était souvent complice de l'ennemi, nous avons donc dû créer notre propre milice.»³⁵ Non seulement la PARECO comprenait des transfuges du CNDP, mais de nombreux Hutu, basés dans les villages d'où ils étaient originaires, collaborèrent avec les FDLR.

En décembre 2007, Kinshasa envoya enfin quelque 20 000 éléments dans le cadre d'une offensive ciblant le CNDP, le gouvernement combattant désormais aux côtés du FDLR et de diverses milices associées. L'offensive se termina en queue de poisson lorsque, le 10 décembre 2007, le CNDP mit l'armée en déroute à Mushaki.

35 Projet Usalama, entretien avec le général Janvier Mayanga wa Gishuba, Kinshasa, 17 mai 2012.

3. La conférence de Goma

Après une défaite aussi catastrophique, Kinshasa décida d'employer une autre tactique. Cela faisait plusieurs mois que d'importants hommes politiques congolais—principalement Denis Kalume, le ministre de l'Intérieur, et Vital Kamerhe, le président de l'Assemblée nationale—avaient proposé la tenue d'une grande conférence pour la paix qui réunirait les communautés locales et les groupes armés. L'idée était à la fois noble et novatrice: le gouvernement de transition n'avait jamais essayé de s'attaquer aux causes profondes du conflit dans les Kivus, notamment aux questions que sont la réconciliation, les luttes de pouvoir locales et la présence des FDLR. Un nouveau processus de paix s'imposait, comme le déclaraient ses partisans, afin de répondre à ces problématiques.

La conférence de Goma, qui se tint en janvier 2008, fut à plusieurs titres une expérience positive et cathartique. Les leaders des communautés purent enfin s'exprimer et firent ainsi part de la colère et de la peine que leur avaient causées des décennies de guerre ainsi que des émotions dont ils n'avaient jamais eu la possibilité de parler devant leurs rivaux. Mais l'accord de paix qui s'ensuivit écarta ces personnalités, n'engageant que les groupes armés participants envers un cessez-le-feu, une amnistie générale, le retour des réfugiés et l'intégration de l'armée. Tout comme les précédentes négociations menant au mixage avaient échoué, cet accord fut contrecarré dès sa mise en œuvre. L'organe chargé de cette mise en œuvre, le programme *Amani* (Paix), endura plusieurs mois de pourparlers laborieux avant qu'il ne devienne évident que les principaux groupes armés avaient abandonné le processus.

Aspect le plus inquiétant—et dont il conviendrait de se souvenir lors de futurs efforts de cet ordre—, la conférence entraîna paradoxalement la création de nombreux groupes armés nouveaux, qui se mobilisèrent dans l'espoir de profiter des dividendes de la paix. Le gouvernement congolais contribua à cette prolifération en tentant de faire contrepoids au CNDP.

Le cessez-le-feu qui suivit la conférence ne dura que quelques mois. Lorsque de lourds combats reprurent le 28 août 2008, avec le lancement

par l'armée congolaise d'une offensive à Ntamugenga, à l'est de Rutshuru, la réponse du CNDP ne se fit pas attendre. Il saisit le camp militaire de Rumangabo le 26 octobre avec le soutien d'unités militaires rwandaises et avança sur Goma. Les combats s'arrêtèrent du fait des pressions internationales et de pourparlers entre le Congo et le Rwanda, qui se conclurent par l'accord d'Ihusi le 16 janvier 2009.³⁶

Cette période fut marquée par une très forte implication rwandaise. «Les Rwandais n'étaient pas si importants que cela jusqu'en 2008», a déclaré un officier, faisant écho aux sentiments de nombreux autres. «C'est alors que leur influence s'est affirmée et que nous avons perdu une partie de notre indépendance.»³⁷ En outre, les troupes rwandaises participèrent directement au pilonnage des positions de l'armée congolaise—alors même que le CNDP progressait en direction de Goma, atteignant la bordure de la ville le 28 octobre et ordonnant à la garnison de son armée d'aller se réfugier à la campagne.

Le gouvernement de Kinshasa, dont les combats menés quatre années durant contre les éléments dissidents dans l'est du pays—et au moins six offensives infructueuses—n'avaient pas donné grand-chose, décida à nouveau de changer de stratégie. En octobre 2008, des agents commencèrent à se rendre à Kigali, cette fois-ci dans l'espoir de parvenir à un accord qui éliminerait complètement Nkunda du processus et garantirait l'intégration totale et fructueuse des soldats du CNDP dans l'armée nationale.

Chose étonnante, surtout vu le soutien ouvert que le Rwanda avait offert à l'avancée du CNDP sur Goma, Kigali commençait à trouver Nkunda de plus en plus gênant. En décembre 2008, le Groupe d'experts des Nations Unies sur la RDC fournit des preuves de l'existence d'une guerre par procuration dans les Kivus—Kinshasa soutenait les groupes Mai-Mai et les FDLR, tandis que Kigali appuyait le CNDP. Les pressions s'intensifièrent, surtout à l'égard de Kigali.

36 Voir l'annexe 3: Structure du CNDP en octobre 2008.

37 Projet Usalama, personnes interrogées n° 108 et 111, Goma, 1er septembre 2012.

La conférence de Goma avait également fait de Nkunda une célébrité. Les négociations à fort retentissement et l'escalade des combats qui s'ensuivit le mirent sous le feu des projecteurs. Des équipes de télévision du monde entier rivalisèrent pour faire passer le général, manifestement très à l'aise avec les médias, sur leurs antennes. «Cela lui a monté à la tête», a déclaré un officier de l'ex-CNDP, «et ça n'a pas plu aux Rwandais.»³⁸ De nombreux autres officiers de l'ex-CNDP ont attesté l'apparition de ce différend entre le Rwanda et Nkunda. «Il y avait toujours eu des tensions, mais quand ils l'ont vu danser avec Obasanjo [Olusegun Obasanjo, envoyé de l'ONU et ancien Président du Nigeria] en boubou blanc, et parler d'un changement de régime à Kinshasa, ils se sont dit qu'il prenait trop d'importance.»³⁹

Accord d'Ihusi et montée en puissance de Bosco Ntaganda

La nomination d'Obasanjo au poste d'Envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU dans la région des Grands Lacs démontra un nouvel engagement international envers l'identification d'une solution négociée à la guerre au Nord-Kivu. Obasanjo lança une série d'initiatives diplomatiques régionales, organisant une réunion entre les Présidents Kabila et Kagame et d'autres chefs d'État à Nairobi le 7 novembre 2008. Hormis les opportunités médiatiques, cependant, les véritables négociations se tinrent à huis clos entre Kigali et Kinshasa. Comme cela avait été le cas lors du précédent processus d'intégration, il n'y eut aucun texte officiel relatif à un quelconque accord ni aucune cérémonie de signature formelle. Par conséquent, les modalités de l'accord ne furent connues que progressivement—mais son impact se fit ressentir pratiquement sur-le-champ.

Le 4 janvier 2009, Ntaganda annonça le retrait de Nkunda au poste de responsable du CNDP pour cause de mauvaise gestion. Cette décision

.....
38 Projet Usalama, personne interrogée n° 110, Bukavu, 23 août 2012.

39 Projet Usalama, personne interrogée n° 105, Goma, 26 août 2012.

unilatérale ne manqua pas de surprendre les officiers supérieurs du CNDP. L'un d'entre eux a raconté qu'il avait appelé Nkunda après avoir entendu la déclaration de Ntaganda à la radio, et que son commandant, tout juste évincé, était tout aussi surpris que lui.⁴⁰ Douze jours plus tard, Ntaganda apparut lors d'une cérémonie publique à l'hôtel Ihusi à Goma, aux côtés du ministre rwandais de la Défense et du ministre congolais de l'Intérieur, où il annonça qu'il rejoignait l'armée congolaise avec le reste du CNDP pour combattre les FDLR.

Si le principal objectif officiel de l'accord entre le Rwanda et la RDC était de lancer des opérations conjointes à l'encontre des FDLR, sa cible initiale était le CNDP, qu'il fallait forcer à s'intégrer dans l'armée congolaise. Nkunda, invité par l'armée rwandaise, franchit la frontière à Kabuhanga le 22 janvier en compagnie du colonel Sultani Makenga et de plusieurs autres officiers.

Des officiers rwandais l'attendaient; il fut arrêté tandis que les autres officiers recevaient l'ordre de s'intégrer à l'armée congolaise.

Nkunda n'occupant plus le devant de la scène, l'armée rwandaise lança, avec ses homologues congolais, une offensive contre les FDLR appelée *Umoja Wetu* (Notre Unité), envoyant jusqu'à 4 000 troupes de l'autre côté de la frontière pendant un mois. Comme cela avait été le cas du CNDP, les officiers supérieurs se virent promettre des postes clés au sein de l'armée congolaise et reçurent la garantie qu'ils ne seraient pas transférés en dehors des Kivus. L'accord fut formalisé le 23 mars 2009, le gouvernement de Kinshasa signant deux accords distincts: l'un avec le CNDP, et l'autre avec des groupes armés. La date de cette signature, qui n'avait rien de remarquable à l'époque, allait devenir significative, pratiquement trois ans plus tard jour pour jour, lorsque fut lancée la rébellion du M23.

Ntaganda et des officiers proches de Nkunda profitèrent énormément de l'arrangement. Ntaganda devint commandant adjoint des dernières offensives lancées par le gouvernement contre les FDLR et d'autres

.....

groupes armés congolais dissidents, ce qui lui permit d'exercer une influence considérable et de nommer des commandants de l'ex-CNDP à des postes lucratifs dans les Kivus. Les zones riches en minerais de Nyabibwe, Bisie et Bibatama tombèrent toutes sous le contrôle de l'ex-CNDP en 2009, puis d'autres régions minières suivirent.⁴¹ En outre, lorsque le commandant militaire en chef de Kinshasa, le général Dieudonné Amuli, fut blessé dans un accident d'avion en juillet 2011, Ntaganda devint encore plus influent, donnant son feu vert à toutes les principales opérations et nominations dans les Kivus.

Tous les membres du leadership du CNDP ne s'étaient pas entièrement engagés à s'intégrer; plusieurs attendaient de voir comment évoluerait la situation. Avec la complicité d'officiers congolais, le CNDP manipula le processus en sa faveur. Il réussit à intégrer certains Rwandais dans l'armée congolaise, dont quelques officiers qui n'avaient jamais fait partie du CNDP. Certains des officiers ne furent jamais intégrés, tandis que d'autres le furent.⁴²

En termes purement financiers, le CNDP, qui comptait 5 276 soldats, mentit sur ses effectifs, soumettant une liste sur laquelle le nombre de ses soldats avait été plus que doublé; l'idée était ici de tirer parti des salaires et de la nourriture accordés à ces «soldats fantômes» et de continuer de recruter pour étoffer ses rangs. Quant aux transferts d'armes, le nombre d'armes légères remises ne couvrit environ que la moitié des soldats, et il n'y eut pratiquement aucune arme lourde.⁴³ «Nous avons entreposé un grand nombre de nos armes dans des caches», a expliqué un officier de l'ex-CNDP. «La plus importante se trouvait sans doute dans le ranch de Ntaganda à Bunyole, mais il y en avait aussi d'autres.»⁴⁴

41 «Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo» (document ONU S/2009/603), 23 novembre 2009, pp. 54–57.

42 Un officier du CNDP a montré à l'équipe du Projet Usalama les noms de plusieurs de ces individus dans un document officiel.

43 «Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo 2009», p. 45.

44 Projet Usalama, personne interrogée n° 101, Goma, 2 septembre 2012.

Il paraît incroyable que Kinshasa ait accepté que l'on mette à mal le processus de manière aussi rapide et manifeste. D'après un officier supérieur du renseignement congolais, «c'était un mélange de conciliation, de désorganisation et de cupidité. Kinshasa ne voulait pas offenser le CNDP, c'est sûr. Mais nous étions aussi désorganisés, nous ne suivions pas... Et puis je dois dire que certains se sont fait une fortune avec les CNDP dans certaines de ces régions. Pourquoi se plaindre si l'on gagne tous de l'argent?»⁴⁵

Le retrait de Nkunda et la montée en puissance de Ntaganda entraînent d'irrévocables divisions au sein du CNDP. De nombreux officiers de l'ex-CNDP étaient fort mécontents de l'accord de paix, de la façon dont le Rwanda s'en mêlait et, surtout, de l'arrestation de Nkunda, qui avait inspiré respect et loyauté parmi de nombreuses personnalités aux échelons les plus élevés. Le plus farouche opposant au leadership de Ntaganda était le colonel Makenga, ancien commandant du secteur de Rutshuru. D'après les informations disponibles, Makenga serait rentré du Rwanda dès l'arrestation de Nkunda pour regagner Rutshuru, où il aurait débattu de la crise avec des collègues haut placés au camp de Rumangabo.

Ses hommes étant peu disposés à s'attaquer aux unités rwandaises déployées dans les collines qui les entouraient, Makenga fut contraint d'accepter l'intégration, devenant commandant adjoint des opérations au Sud-Kivu, le deuxième poste le plus important pour un officier de l'ex-CNDP, mais loin du cœur du CNDP de Masisi. Nombre de ceux qui étaient encore pro-Nkunda le rejoignirent au Sud-Kivu, bénéficiant du parrainage de Makenga.

Des tensions internes se manifestèrent souvent selon des lignes ethniques. Ntaganda était accusé par de nombreux ex-CNDP de privilégier les officiers de son sous-groupe ethnique Gogwe, ainsi que ceux qui avaient été en Ituri avec lui.⁴⁶ Pour asseoir sa position, il obtint

.....
 45 Projet Usalama, personne interrogée n° 113, Goma, mai 2012.

46 Voir l'annexe 4: Répartitions entre ethnies et clans parmi les Tutsi congolais.

la libération de son ami proche, le colonel Innocent «India Queen» Kaina, qui avait été emprisonné à Kinshasa, et plusieurs commandants Gogwe de l'armée rwandaise le rejoignirent aussi. Tous les officiers de l'ex-CNDP interrogés pour les besoins du présent rapport ont reconnu que les divisions ethniques se sont considérablement accentuées sous le leadership de Ntaganda.⁴⁷

Un jour, des officiers de l'ex-CNDP eurent une altercation dans un hôtel du centre de Goma, les tensions étant exacerbées par le partage inégal des profits du commerce du bois d'œuvre. Un groupe d'officiers pro-Nkunda—parmi eux le lieutenant-colonel Emmanuel Nsengiyumva et le commandant Charles Rusigiza—fit défection et rejoignit les Forces patriotiques pour la libération du Congo (FPLC), un petit groupe multiethnique basé à Rutshuru et hostile au gouvernement rwandais.⁴⁸

Surtout, ces désaccords au sein du CNDP coïncidèrent avec des divisions au niveau du gouvernement rwandais. En février 2010, le général Kayumba Nyamwasa, ancien chef d'état-major de l'armée rwandaise, fuit le Rwanda pour se rendre en Afrique du Sud. Plusieurs mois plus tard, il échappa de justesse à une tentative d'assassinat. Après sa défection, plusieurs autres officiers de l'armée au Rwanda furent arrêtés, alors que Kayumba et d'autres exilés rwandais commençaient à instaurer le parti d'opposition du Congrès national rwandais (CNR). Kayumba entretenait des relations avec des officiers au sein du CNDP, certains d'entre eux ayant été placés sous ses ordres dans l'armée rwandaise entre 1990 et 1996. Après l'arrestation de Nkunda, il rentra en contact à la fois avec Makenga et avec les officiers qui avaient fait défection pour se joindre aux FPLC, son objectif étant double: instaurer une alliance nouvelle, et encourager les dissensions parmi l'élite de Kigali dans l'espoir qu'elles se soldent par un coup d'État contre le Président Kagame.⁴⁹

.....
47 Voir l'annexe 5: Répartition du CNDP (avec appartenance à l'ethnie/au clan).

48 «Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo» (document ONU S/2010/596), 29 novembre 2010, pp. 18–19.

49 Projet Usalama, personnes interrogées n° 103 et 105, Goma, août 2012.

Ntaganda prit des mesures violentes à l'encontre de ses concurrents, en coordination avec les services de sécurité rwandais. Le 20 juin 2010, des hommes armés, parmi lesquels figurait, d'après certains témoignages, l'un des gardes du corps de Ntaganda, mutilèrent et tuèrent Denis Ntare Semadwinda chez lui à Gisenyi. Ntare était un des membres de la communauté Tutsi congolaise les plus respectés, et un proche conseiller politique de Nkunda—et il avait également fait partie de l'entourage immédiat de Mobutu. Ce meurtre fut rapidement suivi de l'assassinat de plusieurs autres fidèles de Nkunda: le commandant Antoine Balibuno, Emerita Munyashwe, Patrice Habarurema et Olivier Muhindo.⁵⁰

Nombre des membres du leadership politique originel du CNDP, qui avaient été sélectionnés en personne par Nkunda, se déroberent à Ntaganda et se dispersèrent dans toute la région au moment où Kigali mettait en place ses propres représentants: d'abord Désiré Kamanzi puis, en décembre 2009, Philippe Gafishi. Ces deux hommes étaient relativement peu connus dans les Kivus et avaient fait carrière au Rwanda. Lorsque l'adjoint de Gafishi tenta de créer une nouvelle branche du CNDP en mai 2010, les services de sécurité l'arrêtèrent au Rwanda.⁵¹

50 «Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo 2010», p. 45. Habarurema et Muhindo furent assassinés juste un an après avoir essayé de fonder une nouvelle aile du CNDP. Ils furent arrêtés au Rwanda puis, après leur libération, tués au sud de l'Ouganda.

51 Projet Usalama, personne interrogée n° 114, Goma, 13 juin 2012. Voir également ICG, «No Stability in the Kivus Despite Rapprochement with Rwanda», Africa Report N° 165, 16 novembre 2010, pp. 15–16.

4. La mutinerie du M23

Pour Kinshasa, l'intégration du CNDP avait toujours représenté une solution provisoire. «Nous allons les intégrer, progressivement miner leur chaîne de commandement puis déployer leurs officiers ailleurs dans le pays», a déclaré un officier haut placé de l'armée congolaise à Goma.⁵² Mais en réalité, le processus d'intégration eut l'effet inverse: il conféra une autonomie accrue au leadership du CNDP, enrichissant nombre de ses membres et leur permettant de récupérer des officiers d'autres groupes armés. Ntaganda lui-même dégagea des millions de dollars du trafic de minerais, du détournement de fonds militaires et de l'extorsion de taxes.

Certes, le gouvernement congolais essaya à plusieurs reprises de déployer des commandants de l'ex-CNDP en dehors des Kivus, et ce, à partir de septembre 2010. Ces tentatives rencontrèrent l'opposition inébranlable des anciens rebelles, qui invoquèrent des préoccupations d'ordre sécuritaire, la discrimination anti-Tutsi et le fait que la campagne menée contre les FDLR ne s'était pas conclue de manière satisfaisante.⁵³ En réaction à ces pressions, Ntaganda se mit à renforcer son alliance avec les vétérans d'autres groupes armés, dont la PARECO—autrefois ennemi numéro un du CNDP. En septembre et octobre 2010, il organisa plusieurs réunions à Minova, sur les rives du lac Kivu, avec des officiers PARECO, en faisant valoir qu'ils avaient été injustement marginalisés par un groupe corrompu de généraux congolais et que lui seul pouvait les aider.

Le processus de réorganisation en régiments contribua à exercer de nouvelles pressions en vue de l'élimination de l'ex-CNDP.⁵⁴ Début février

.....
52 Projet Usalama, personne interrogée n° 113, Goma, 29 août 2012.

53 Radio Okapi, «Nord-Kivu: les soldats issus du CNDP refusent la permutation», 30 septembre 2010.

54 Projet Usalama, personne interrogée n° 115, Bukavu, 19 août 2012.

L'ACCORD DU 23 MARS 2009

Le M23 explique sa mutinerie par le fait que Kinshasa n'avait pas respecté l'accord du 23 mars 2009. Dans quelle mesure cela est-il vrai ? Voici les clauses les plus importantes de cet accord :

- Le CNDP intégrerait ses troupes dans l'armée nationale et la police, et deviendrait un parti politique. Il s'agit là de la clause sur laquelle Kinshasa insiste le plus car elle stipule que le CNDP continuerait de rechercher des solutions par des voies politiques. Le CNDP a intégré quelque 5 300 soldats et reçu plus d'un quart des postes de haut commandement au Nord-Kivu et au Sud-Kivu.
- Les agents administratifs du CNDP seraient redéployés ailleurs. Le CNDP se plaint de ne jamais s'être vu confier de postes ministériels, et ce, malgré plusieurs remaniements à Kinshasa depuis l'accord. Mais l'accord du 23 mars était lui-même vague. En fin de compte, il a reçu des postes au sein de l'administration du territoire, un ministère provincial et des postes de conseillers provinciaux.
- Le gouvernement relancerait les pourparlers avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et les pays voisins pour encourager le rapatriement des réfugiés. Cela a été fait, certes lentement, et un accord triparti entre le HCR, la RDC et le Rwanda a été signé le 17 février 2010. Cependant, très peu de réfugiés sont rentrés, en raison d'un manque de sécurité et d'une pénurie de terres disponibles, mais aussi à cause de manipulations de la part d'agents congolais et de l'ex-CNDP.
- Le gouvernement reconnaîtrait les rangs des militaires et des officiers de police du CNDP. Bien que le M23 insiste sur ce point, la plupart des rangs de ses officiers supérieurs ont fini par être confirmés en 2010. Cela n'a pas été le cas de certains officiers de bas et moyen échelon. Des doléances liées à ce problème—l'inégalité des soldes des commandants de l'ex-CNDP—sont infondées, étant donné les profits considérables que des officiers comme Ntaganda et Makenga ont pu retirer des extorsions de taxe, du trafic de minerais et du braquage de banques entre 2009 et 2012.
- Les deux parties participeraient à un comité national de suivi qui serait accompagné d'envoyés internationaux. Les envoyés de l'ONU/Union africaine ont rapidement bouclé leurs travaux et les réunions de suivi congolaises n'ont eu lieu que de manière très sporadique.

2011, l'objectif était de fusionner les unités de l'armée en régiments de 1 200 soldats, en éliminant les chaînes de commandement parallèles (y compris celles prises en charge par l'ex-CNDP) et en exposant le mensonge des «soldats fantômes». Une fois encore, l'opération eut l'effet inverse: au lieu d'être affaibli, le dispositif de soutien de Ntaganda fut renforcé, celui-ci nommant ses associés à de nouveaux postes de commandement. Sur toute cette période, le système bien huilé de l'ex-CNDP profita du manque d'organisation de Kinshasa, déjouant constamment ses plans.

Des tensions au sein de l'ex-CNDP contribuèrent également à la mutinerie. Malgré des efforts de réconciliation et un engagement relatif au partage plus équitable du butin, les relations entre Makenga et Ntaganda restaient distantes. En même temps, Kinshasa préparait le colonel Innocent Gahizi, le commandant adjoint de l'ex-CNDP au Nord-Kivu, à devenir une alternative à Ntaganda. Ces divisions précipitèrent les dissensions; le sentiment général était que «si nous attendons trop longtemps, nous serons trop divisés pour agir», comme l'a dit un officier du M23.⁵⁵

Le coup de grâce fut asséné par les élections. Un rapport de l'ONU daté de décembre 2011 avait prédit juste:

Le Groupe d'experts a établi que d'anciens membres des FRF [Forces républicaines fédéralistes, une petite milice Tutsi basée au Sud-Kivu], du CNDP et de la PARECO redoutent que les élections prévues en 2011 et 2012 compromettent gravement leur statut au sein des FARDC. Dirigés par le général Bosco Ntaganda, ces anciens groupes armés ont profité de la formation de régiments dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu pour placer certains de leurs officiers à des postes de commandement, leur donnant ainsi les moyens d'influer sur le processus électoral au profit de leurs candidats et d'agir en cas

.....
55 Projet Usalama, personne interrogée n° 103, 15 octobre 2012 (par téléphone).

de contestation populaire des résultats du scrutin orchestrée par des groupes armés rivaux.⁵⁶

Qui allait vaciller le premier? Les deux parties savaient que l'influence dominante de Ntaganda sur l'armée congolaise dans les Kivus n'allait pas durer.

L'intention de Kinshasa de démanteler les réseaux de l'ex-CNDP fut rendue explicite lorsque Katumba Mwanke, le plus proche conseiller du Président Kabila, se rendit à Kigali le 5 février 2012 pour demander au Rwanda de l'aider à déployer ces officiers, promettant en échange des opportunités économiques au Congo. D'après certains, il aurait offert des vols directs sur Rwandair de Kigali à Kinshasa et accru la collaboration sur les projets de production d'hydroélectricité et de méthane à la frontière orientale du pays. Un agent de la sécurité rwandais a commenté, sans cacher sa colère: «Est-ce qu'ils croient qu'on veut juste leur argent? Il est tombé trop bas.»⁵⁷

Premiers échecs

La première tentative de mutinerie—en janvier à Bukavu—fut bâclée. Makenga avait participé à la planification de cette insurrection, mais il se tint à l'écart, laissant à un groupe d'officiers de l'armée désenchantés et de mécontents de la politique, pour la plupart non Tutsi, qui avaient pris le nom de Conseil supérieur de la paix (CONSUP), le soin d'assurer son exécution.⁵⁸

Le gouvernement commença alors à tester la loyauté des officiers, d'abord en demandant à Ntaganda d'envoyer des troupes préparer une

56 «Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo» (document ONU S/2011/738), 2 décembre 2011, p. 78.

57 Projet Usalama, personne interrogée n° 116, Kigali, 9 août 2012.

58 Projet Usalama, personnes interrogées n° 115, Bukavu, 19 août 2012, et 110, Bukavu, 18 août 2012; «Rapport intérimaire du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo 2012», p. 32. Le Projet Usalama détient dans ses dossiers une liste des membres soupçonnés de faire partie du CONSUP, fournie par l'armée congolaise.

parade militaire annuelle à Kinshasa en février 2012, puis en invitant des officiers de l'ex-CNDP à un séminaire sur la réforme de l'armée qui se tenait dans la capitale au mois de mars. Ntaganda refusa, ordonnant à ses hommes de ne se rendre à aucune de ces deux manifestations. Kinshasa se mit à mobiliser des officiers de manière individuelle, en leur promettant de l'argent et une promotion. Au moins cinq officiers supérieurs assistèrent au séminaire, dont les colonels Innocent Gahizi, Éric Bizimana, Richard Bisamaza et Innocent Kabundi, tandis que d'autres se rendirent à un second séminaire organisé un mois plus tard.

En même temps, l'avenir personnel de Ntaganda devint préoccupant. Suite aux élections de novembre 2011, qui avaient fait l'objet d'importantes tricheries et autres irrégularités, les donateurs décidèrent qu'il serait impossible d'organiser de nouvelles élections mais qu'ils pourraient profiter de la faiblesse perçue de Kabila pour réclamer d'autres réformes.⁵⁹ L'une d'entre elles concernait l'arrestation et le transfert de Ntaganda devant la Cour pénale internationale (CPI) pour répondre de sept chefs d'accusation relatifs à des crimes contre l'humanité qu'il aurait commis en Ituri.⁶⁰ Les pressions s'accrochèrent, la CPI reconnaissant le 14 mars 2012 Thomas Lubanga—pour qui Ntaganda avait été chef d'état-major en Ituri au plus fort de la violence dans ce territoire—coupable de recrutement d'enfants soldats.

La condamnation de Lubanga entraîna une mobilisation considérable. Après plusieurs déclarations réclamant la mise en œuvre intégrale de l'accord de paix du 23 mars 2009 et dénonçant la discrimination anti-Tutsi au sein de l'armée, des officiers de l'ex-CNDP tinrent des réunions secrètes à Goma et Gisenyi à la mi-mars. Une série de défections commença alors, simultanément au Nord- et au Sud-Kivu.

.....
59 Projet Usalama, entretiens avec des diplomates occidentaux, Kinshasa, mars 2012.

60 Les documents relatifs à l'affaire (CPI-01/04-02/06: Le Procureur c/ Bosco Ntaganda) peuvent être consultés en ligne sur le site <http://www.icc-cpi.int>.

De nouveau, ces démarches firent long feu.⁶¹ Au bout de plusieurs jours, la plupart des troupes de l'ex-CNDP avaient retourné leur veste et rejoint l'armée. «Les soldats en avaient assez de voir leurs commandants s'enrichir et ne rien leur donner», a expliqué un officier de l'ex-CNDP. «Pourquoi risquer sa vie pour des commandants en qui on ne croit pas?»⁶² Un autre a commenté: «Des officiers ont dit à Ntaganda: "Nous pouvons le faire, nous sommes prêts." Mais ce n'était pas vrai.»⁶³ La plupart des 365 mutins au Sud-Kivu furent arrêtés ou rejoignirent l'armée congolaise de leur plein gré. La vague de défections qui s'ensuivit au Nord-Kivu s'affaiblit elle aussi. Plusieurs commandants se rendirent, tandis que d'autres furent contraints de battre retraite dans les hauts plateaux du centre de Masisi, où ils s'empressèrent de recruter des dizaines de nouvelles recrues.

La réaction du gouvernement à ces mutineries avortées et aux défections qui leur avaient permis de se produire fut de demander aux représentants rwandais de l'aider à endiguer les défections. Des représentants des deux pays se réunirent à Gisenyi, au Rwanda, le 8 avril, réunion à laquelle assistèrent Makenga et un groupe d'officiers de l'ex-CNDP qui n'avaient pas encore fait défection. Il y fut convenu d'autoriser Ntaganda à rester dans son ranch de Masisi, tandis qu'une commission d'intégration serait créée pour décider du sort des autres mutins.⁶⁴ Mais lorsque le Président Kabila se rendit à Goma le lendemain,

.....

61 Au Sud-Kivu, la stratégie consistait à charger des officiers de l'ex-CNDP de saisir un dépôt d'armes à Lulimba, sur le territoire de Fizi, puis de se rendre vers le nord pour capturer Baraka et Uvira. En même temps, Makenga devait avoir pris Bukavu, tandis qu'un commandant de l'ex-CNDP à Nyabibwe était censé lancer une mutinerie. Les mutins surestimèrent leur force et leurs capacités. Le 1er avril, leur homme clé à Lulimba fut arrêté alors qu'il tentait de saisir le dépôt d'armes, tandis qu'à Uvira les mutins furent forcés de s'enfuir dans les montagnes.

62 Projet Usalama, personne interrogée n° 103, Goma, 23 août 2012.

63 Projet Usalama, personne interrogée n° 105, Goma, 28 août 2012.

64 Projet Usalama, entretien avec un conseiller à la Présidence congolaise, Goma, 17 juin 2012, et un conseiller présidentiel rwandais, Kigali, 20 juillet 2012. Voir également l'entretien de Colette Braeckman avec James Kabarebe: «Cartes sur la table: Les

il insista sur le fait que les déserteurs, au lieu d'être réintégrés, devraient rendre compte de leurs actes devant la justice militaire. Il affirma en outre que les troupes de l'ex-CNDP seraient redéployées dans d'autres régions du pays; cette volte-face soudaine rendit furieux le gouvernement rwandais.

La situation en était arrivée à un tournant crucial. «Jusqu'à la mi-avril», a déclaré un diplomate étranger, «le gouvernement rwandais semble avoir joué un rôle positif en dissuadant les déserteurs et en dialoguant avec les Congolais.»⁶⁵ Cependant, d'après le témoignage d'agents ougandais et de déserteurs du M23, il ne fait aujourd'hui aucun doute que le gouvernement rwandais était impliqué dans la planification de la mutinerie depuis 2011—et à la mi-avril 2012, il fut contraint de montrer ouvertement son soutien au M23 pour l'empêcher d'être complètement éradiqué.⁶⁶

Face aux importantes pressions exercées par les troupes congolaises, les mutins quittèrent Masisi le 4 mai pour investir une étroite zone de collines située près de la frontière rwandaise. «Il leur fallait une base arrière», a commenté un officier de l'ex-CNDP qui avait refusé de se joindre à la mutinerie. «Le Rwanda leur a dit de venir.»⁶⁷ Le même jour, Makenga et ses officiers finirent par faire défection, passant au Rwanda pour rencontrer des officiers rwandais avant de rejoindre Ntaganda.

Deux jours plus tard, le groupe émit une déclaration annonçant la création de la nouvelle rébellion du «M23», l'objectif étant la mise en œuvre de l'accord du 23 mars 2009 qui se trouvait alors dans une impasse. Le leadership politique du M23 se composait principalement d'anciens loyalistes du CNDP, Jean-Marie Runiga Lugerero, représentant

quatre vérités du Général James Kabarebe», 29 août 2012; <http://blog.lesoir.be/colette-braeckman/2012/08/29/cartes-sur-table-les-quatre-verites-du-general-james-kabarebe/>.

65 Projet Usalama, entretien téléphonique avec un diplomate occidental, 28 mai 2012

66 «Addendum au rapport intérimaire du Groupe d'experts sur la RDC (S/2012/348) concernant les violations par le Gouvernement rwandais de l'embargo sur les armes et du régime de sanctions» (document ONU S/2012/348/Add.1), 27 juin 2012.

67 Projet Usalama, personne interrogée n° 117, Goma, 21 août 2012.

du CNDP à Kinshasa, en étant le coordonnateur politique. Cependant, certains noms nouveaux apparurent également, qui auraient été choisis suite à des pressions exercées par le Rwanda.

En juin, le M23—qui comptait désormais entre 1 500 et 2 500 éléments—lança une offensive, s'emparant du poste frontalier de Bunagana le 6 juillet et avançant sur Rutshuru, la capitale du territoire. Après s'être de nouveau replié vers la frontière ougandaise, le M23 avança une fois de plus pour prendre Rutshuru le 25 juillet. Depuis, la zone sous son contrôle s'étend légèrement plus au nord, vers Ishasha à la frontière ougandaise, et, au sud, à environ 25 km de Goma. Depuis le mois d'août, les lignes de front sont plus ou moins stables du fait d'un cessez-le-feu informel, tandis que les pourparlers se poursuivent à Kampala entre les pays de la région, dans le cadre de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL).⁶⁸ Les principales priorités des onze membres de la Conférence—qui continue régulièrement d'organiser des réunions—étaient, d'une part, de réprimer le commerce illicite des minerais et, d'autre part, de déployer une force neutre pour vaincre à la fois le M23 et les FDLR.

L'une des conséquences de la première série de pourparlers de la CIRGL fut l'instauration d'un cessez-le-feu. Pour les FARDC, cette solution était préférable au lancement d'une nouvelle offensive à l'encontre de la force conjointe du M23 et de l'armée rwandaise: il valait mieux, se disaient-elles, attendre que les pressions diplomatiques forcent Kigali à mettre fin à son soutien. Comme cela avait été le cas pour le M23, les rebelles profitèrent de la trêve informelle pour tenter de résoudre leur plus gros problème: leurs effectifs. Le groupe créa un camp d'entraînement à Tshanzu et à Rumangabo, où le CNDP avait autrefois disposé de locaux similaires, et forma entre 800 et 1 500 nouveaux éléments de mai à août 2012.

.....

68 La CIRGL réunissait l'Angola, le Burundi, le Kenya, l'Ouganda, la République centrafricaine, la République du Congo, la République démocratique du Congo, le Rwanda, le Soudan, la Tanzanie et la Zambie. Le Soudan du Sud n'en est pas encore devenu membre.

Le M23 commença aussi à étoffer son aile politique. Il nomma plusieurs nouveaux chefs locaux, instaura un réseau de collecte de taxes et mit en place un bureau de liaison formel destiné aux intervenants humanitaires qui travaillent dans la région—des structures qui n'étaient pas sans rappeler celles qui avaient été établies du temps du CNDP. Il créa également deux sites Internet (www.soleildugraben.com et congodrcnews.com), une page de fans sur Facebook et plusieurs comptes Twitter gérés par des membres du mouvement ou par des sympathisants. Le 20 octobre, cherchant à renforcer sa légitimité, il donna à son aile armée le nom d'«Armée révolutionnaire du Congo» (ARC).

Le Rwanda et la dimension régionale

Le soutien rwandais à l'égard du M23 a aujourd'hui été largement documenté, en particulier par le Groupe d'experts des Nations Unies.⁶⁹ Ses conclusions ont été confirmées par Human Rights Watch, la MONUSCO ainsi qu'au moins trois ambassades à Kigali à l'issue d'enquêtes internes.⁷⁰ Les travaux de recherche réalisés pour les besoins du présent rapport—y compris des entretiens avec plus d'une dizaine de transfuges du M23, des témoins oculaires et 15 officiers de l'ex-CNDP restés dans les rangs de l'armée congolaise—appuient les conclusions du Groupe d'experts.

Dans un premier temps, le gouvernement rwandais intervint pour soutenir une mutinerie en déconfiture, tentant de rétablir les relations entre Ntaganda et Makenga en autorisant Laurent Nkunda—et sans doute en le poussant—à mobiliser Makenga et d'autres officiers qui lui étaient proches.⁷¹ Fin 2012, Nkunda était toujours officiellement assigné à

.....
69 «Addendum au Rapport intérimaire du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo 2012».

70 Projet Usalama, entretiens avec des diplomates, Kigali, août et septembre 2012.

71 Projet Usalama, personnes interrogées n° 101, 103, 105, 108 et 111 en août et septembre 2012. «Addendum au Rapport intérimaire du Groupe d'experts 2012», p. 13.

résidence au Rwanda mais avait été vu en public à Gisenyi et au quartier général du M23.⁷²

Kigali prit également part à la mobilisation intensive des leaders communautaires, organisant des dizaines de réunions à Gisenyi, Ruhengeri et Kigali au moins à partir de mai 2012. Des hauts fonctionnaires de la sécurité rwandaise intervinrent souvent lors de ces réunions. «Ils nous ont dit que Kinshasa ne ferait jamais rien pour nous», a commenté un participant à l'une de ces réunions, «qu'il était temps d'achever ce que nous avons essayé de commencer avec le RCD et le CNDP.»⁷³ D'après plusieurs personnes qui assistèrent à ces réunions, l'objectif ultime était la sécession—même s'il est difficile de savoir s'il s'agissait là uniquement d'un outil de mobilisation ou si les leaders y croyaient réellement.⁷⁴

À ses tout débuts, le M23 ne comptait qu'entre 300 et 700 éléments. Ceux-ci avaient sur eux les armes et les munitions qu'ils avaient pu transporter de Masisi et Bukavu, laissant une grande partie de leur armement dans des caches—ce qui les rendit d'autant plus suspects lorsqu'ils réapparurent en juin munis d'armes lourdes et de réserves de munitions.⁷⁵ Ils se retrouvèrent confrontés à l'offensive de l'armée congolaise, certes mal organisée, mais dotée de ressources efficaces, qui déploya au moins trois fois plus de troupes contre le M23. Mais les Rwandais offrirent un renfort crucial, y compris en fournissant des armes, des munitions, des soins médicaux, des services de recrutement et en laissant transiter librement les troupes et les hommes politiques. L'armée rwandaise affecta certains de ses soldats pour les attaques clés, telles que celles lancées par le M23 contre Bunagana et Rutshuru.

72 Projet Usalama, personnes interrogées n° 118, Goma, 27 août 2012, et n° 103, Goma, 23 août 2012. «Addendum au Rapport intérimaire du Groupe d'experts 2012», p. 13.

73 Projet Usalama, personne interrogée n° 127, Goma, 25 juin 2012.

74 Projet Usalama, personnes interrogées n° 105, 103 et 127, Goma, août et septembre 2012.

75 À ce moment-là, le commandant Mandevu, un Hutu, ancien officier des FDLR, qui dirigeait sa propre milice dans le Parc national des Virunga, se vit également remettre des armes de l'ex-CNDP, lorsqu'il apparut comme un allié clé du M23 pour contrôler la zone sauvage située derrière le volcan du Nyiragongo.

Des éléments de plus en plus nombreux apportent aujourd’hui la preuve que le gouvernement ougandais a fourni un soutien au M23, notamment lors de la deuxième bataille pour le contrôle de la ville de Rutshuru les 24–25 juillet. Ces sources, qui émanent du gouvernement ougandais et du M23, ont confirmé que les unités de l’armée ougandaise avaient apporté un soutien militaire direct, et que des armes, des munitions et une facilitation du recrutement avaient été fournies.⁷⁶ Des habitants du groupement de Busanza, situé à la frontière entre les deux pays, ont constaté que des camions avec des soldats à leur bord traversaient la frontière à partir de l’Ouganda, et des sources situées au sein du M23 et des services de sécurité ougandais ont confirmé que Kampala avait apporté un soutien, bien qu’on ne connaisse toujours ni l’ampleur de ce soutien, ni ses motivations.⁷⁷ Une délégation du M23 a également passé plusieurs mois à Kampala entre juin et septembre 2012, où elle a loué plusieurs maisons. Ces preuves soulèvent des questions graves concernant les efforts déployés par le Président Yoweri Museveni en tant que président de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs pour mettre fin à la crise.

Tentatives visant à élargir la rébellion

Pour encore consolider sa position, le M23 a tenté de tisser tout un réseau d’alliances dans la région. Ces nouveaux alliés, dont aucun ne dispose de plus de quelques centaines d’éléments, sont censés aider à immobiliser les troupes congolaises sur d’autres lignes de front, mais ils ont également un effet de propagande en soulignant la vétusté de l’État et en détournant l’attention des relations étroites que le M23 entretient avec le Rwanda. Il s’avère toutefois que ces alliances sont à la fois immatures et capricieuses, entre autres pour la raison que les partisans les plus naturels du M23 ont refusé de s’y joindre.

.....
76 Projet Usalama, personne interrogée n° 128, 11 septembre 2012 (par téléphone).

77 Projet Usalama, personne interrogée n° 129, 29 septembre 2012 (par téléphone).

Les élites des communautés Hutu et Banyamulenge congolaises—qui, avec la communauté Tutsi du Nord-Kivu, formaient la base à la fois du RCD et, du moins dans un premier temps, du CNDP—ont largement boycotté le M23. Les élites Hutu qui entourent l’ancien gouverneur Eugène Serufuli ont quitté le CNDP en 2005–6 et le M23 et les membres du gouvernement rwandais ne leur font pas confiance. D’autres leaders—comme Bigembe Turinkiko, le chef de secteur de Katoyi, ou de nombreux leaders Hutu de la chefferie de Bwisha, où se situe le M23—qui n’avaient jamais rejoint les rangs du RCD n’ont également rejoint ceux d’aucun de ses successeurs.

Quant aux Banyamulenge, ils constituent une communauté divisée. Même à l’époque du RCD, certains membres de cette communauté se sont opposés à l’influence du Rwanda dans l’est de la RDC. De nombreux leaders Banyamulenge méfiants hésitent à rejoindre les rangs d’un autre mouvement soutenu par le Rwanda, furieux de la manière dont ils estiment que Kigali s’est servi (voire abusé) d’eux par le passé. Les rebelles du M23 ont donc dû se tourner vers d’autres alliés moins fiables, y compris des groupes qui emploient une rhétorique farouchement anti-Rwanda.

D’autres ont toutefois rejoint les rangs du M23:

- 4 (FDC): Ce groupe de combattants essentiellement Hunde et Nyanga, basé au sud-ouest du territoire de Masisi, avait été soutenu depuis sa création en 2010 par Ntaganda, dans le cadre de son offensive contre les FDLR. Depuis, le groupe s’est séparé en raison de désaccords internes sur une alliance avec le Rwanda, mais une aile, placée sous le contrôle du «général» Luanda Butu, continue de collaborer avec le M23.
- *Nduma Défense du Congo* (NDC): Cette milice basée à l’est du territoire de Walikale est dirigée par Sheka Ntaberi, ancien proche allié des FDLR, devenu depuis 2010 collaborateur de Ntaganda. Avec des troupes de l’ex-CNDP, il a assassiné deux colonels de

l'armée congolaise en avril 2012. Fin août, le NDC et les FDC, aux côtés du Raia Mutomboki (voir ci-après), ont aidé des transfuges de l'ex-CNDP dans le sud de Masisi à attaquer des positions de l'armée.

- *Raia Mutomboki*: Ce nom a été adopté par des groupes armés disparates des Kivus qui ont en commun une idéologie anti-FDLR (et souvent anti-rwandaise en général), mais pas forcément la même structure de commandement. Des factions de ce groupe se sont alliées à l'ex-CNDP début 2012, lorsque Makenga a commencé à envoyer des armes et des officiers de liaison pour les rejoindre. Cette alliance, qui bénéficie du soutien de certains chefs locaux, est particulièrement puissante dans le sud de Masisi, autour de Ngungu et de Remeka. Cependant, d'autres factions du Raia Mutomboki s'opposent farouchement au M23.
- *Union des patriotes congolais pour la paix (UPCP)*: Ce nouveau groupe est dirigé par le colonel Albert Kahasha (surnommé «Foka Mike») et le «général» Sikuli Lafontaine. Au mois de mai, Kahasha et Sikuli—tous deux idéologues anti-Rwanda—ont formé une alliance avec le M23 et se sont rendus dans ses bases de Rutshuru pour coordonner des opérations, affirmant que les deux groupes avaient les mêmes ennemis.⁷⁸ L'UPCP détient des positions au sud du territoire de Lubero et dans le territoire de Rutshuru.
- *Force œcuménique pour la libération du Congo (FOLC)*: Ce groupe au nom étrange a été créé autour des membres de l'ancienne rébellion du RCD-ML dans le nord du territoire de Beni. Il est dirigé par le colonel Jacques Nyoro et est affilié à l'ancien ministre congolais des Affaires étrangères, Mbusa Nyamwisi. Il forme une

.....

78 Le «Rapport intérimaire du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo concernant les violations par le Gouvernement rwandais de l'embargo sur les armes et du régime de sanctions» (document ONU S/2012/348), 21 juin 2012, pp. 31–32, suggère que Kahasha a également collaboré avec un groupe dissident des FDLR, le Ralliement pour l'unité et la démocratie (RUD).

relation distante avec le M23, et entretiendrait des liens à la fois avec l'Ouganda et le Rwanda.

- *Rassemblement congolais pour le renouveau* (RCR): Ce groupe composé de plusieurs dizaines de combattants est dirigé par le «colonel» Bede Rusagara, un membre de la communauté Fuliro basée dans les collines au-dessus de la plaine de Ruzizi, au Sud-Kivu. Ancien membre du CNDP, Rusagara a été arrêté par les FARDC début 2012 et libéré en avril avec l'aide de Makenga, au début de la mutinerie. Depuis, Rusagara a réuni une coalition précaire de soldats émanant des communautés Banyamulenge, Fuliro et même burundaises. C'est un allié de Nkingi Muhima, un déserteur de l'armée Banyamulenge, qui a tenté, avec un succès limité, d'allier les Banyamulenge au M23. Le RCR est également en contact avec un autre groupe Banyamulenge, l'Alliance pour la libération de l'est du Congo (ALEC).
- *Forces de résistance patriotiques en Ituri* (FRPI): Le plus grand des groupes armés à entretenir des liens avec le M23 et à être apparus en Ituri, un secteur administratif de la province Orientale. Dirigées par le «général» Banaloki, surnommé «Cobra Matata», les FRPI ont envoyé une délégation à Kigali pour débattre d'une collaboration, tout en poursuivant les négociations avec Kinshasa. Au moment de la rédaction des présentes, les troupes de Banaloki attendaient d'être intégrées dans l'armée nationale.

Les autres nouveaux groupes armés liés au M23, issus principalement de la communauté Hema, sont la Coalition des groupes armés de l'Ituri (COGAI) et le Mouvement de résistance populaire au Congo (MRPC).

Le M23 a également pâti de frictions internes, notamment entre les factions de Makenga et de Ntaganda. Ce dernier, bien que toujours impliqué dans la structure de commandement, a été marginalisé et même brièvement arrêté. L'armée rwandaise a permis à Laurent Nkunda de faire usage de son influence pour instaurer une plus grande cohésion au sein du groupe—car ni Makenga ni Ntaganda ne peuvent égaler son charisme ou ses qualités de leader. En outre, par rapport aux commandants du

CNDP, les leaders militaires de cette rébellion sont essentiellement des personnes sans instruction et de second plan. Hormis Ntaganda, aucun de ces officiers n'avait un grade supérieur à celui de commandant au début de la transition en 2003.

Il existe également d'autres difficultés. Plus de la moitié du corps d'officiers du CNDP—dont une majorité d'officiers supérieurs—a décidé de rester dans l'armée nationale, malgré les fortes pressions exercées par leurs anciens collègues et Kigali. La plupart des fantassins ordinaires du M23 ont été forcés de rejoindre la rébellion et sont très démotivés. Plusieurs centaines d'entre eux ont déjà fait défection.

5. Analyse: quel est le moteur du M23?

En 2012, le M23 a été placé au cœur des médias mondiaux et de l'attention diplomatique mais, comme nous l'avons vu précédemment, il ne s'agissait pas là d'un phénomène nouveau. Le M23 est, à de nombreux égards, similaire à ses prédécesseurs, le CNDP et le RCD. Sous sa forme actuelle, la rébellion est dirigée par une élite militaire majoritairement Tutsi, avec un soutien hésitant de la part des classes supérieures de Goma et un appui décisif du Rwanda. S'il est vrai que le M23 et ses différents alliés sont capables de semer le désordre et d'engendrer des violences généralisées—ce qui est d'ailleurs peut-être un objectif stratégique en soi—, il est peu probable qu'ils parviennent à contrôler de vastes territoires sans élargir leur base sociale ni recevoir un soutien supplémentaire du Rwanda sous la forme d'une invasion flagrante de l'est du Congo.

Le fait que ce mouvement suscite une attention mondiale ne signifie pas que la perspective d'y trouver une solution soit proche. Au cœur de la crise se situe un problème impliquant le Rwanda, les élites locales et le gouvernement de Kinshasa. Depuis 1996, la région autour de Goma—surtout les hauts plateaux de Masisi et de Bwito, où vivent principalement des descendants d'immigrés du Rwanda—est dirigée par des élites qui entretiennent des relations étroites avec le Front patriotique rwandais (FPR) à Kigali. De tels antécédents ont pris les élites locales et leurs circonscriptions dans un écheveau inextricable où se conjuguent intérêts personnels, solidarités ethniques et méfiance à l'égard du gouvernement de Kinshasa. Certes, ce réseau s'affaiblit, mais il est peu probable qu'il disparaisse complètement—ou qu'il modifie sa manière de percevoir Kinshasa.

Plus de neuf mois après le début de la rébellion du M23, aucune solution plausible ne se trouvait sur la table des négociations. Même si, en septembre 2012, Kinshasa est discrètement entré en contact avec le M23, des commandants de l'armée congolaise ont continué d'insister sur la nécessité de trouver une solution sur les champs de bataille. Malgré

les échecs militaires passés, ils ont envoyé des milliers de troupes dans les Kivus pour préparer une prochaine série de combats. Il est évident que les donateurs internationaux sont peu disposés à renforcer leurs engagements militaires ou à accroître leurs dépenses pour la consolidation de la paix en RDC (le coût de la MONUSCO atteignant désormais 1,4 milliard \$ par an). Entre-temps, le M23 a profité de l'interruption des combats pour forger de nouvelles alliances et former jusqu'à un millier de troupes nouvelles.

Les efforts diplomatiques régionaux—menés essentiellement par l'intermédiaire de la CIRGL—ont porté sur la création d'une force militaire neutre chargée de lancer des opérations offensives contre le M23 et les FDLR. En octobre 2012, seule la Tanzanie s'était engagée à affecter certaines de ses troupes à cette mission hypothétique. Le Kenya, l'Angola et le Congo-Brazzaville semblaient peu disposés à conduire des opérations de contre-insurrection risquées dans l'est de la RDC, et le gouvernement rwandais a commencé en privé à faire pression pour qu'une telle intervention militaire n'ait pas lieu.

Le rôle du Président Museveni en tant que président de la CIRGL, en attendant, a été remis en question en raison d'allégations selon lesquelles le gouvernement ougandais soutiendrait le M23.⁷⁹ Quant aux Rwandais, Kigali semblait bien décidé à appliquer une politique consistant à corrompre le processus de la CIRGL de l'intérieur, en faisant semblant de le soutenir tout en entravant la concrétisation de tout résultat conséquent. Peu de progrès ont été accomplis lors d'un mini-sommet à l'ONU en septembre 2012, tandis que les relations entre le Rwanda et la RDC continuaient de se détériorer. Dans les médias, le Président Kagame a employé des mots très durs à l'encontre de son voisin, ainsi que du M23, accusant le gouvernement congolais d'être «en faillite idéologique» et alléguant qu'«il ne respecte pas ses propres citoyens et n'œuvre pas

.....
 79 Version préliminaire non officielle du «Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo 2012», transmise à l'agence de presse Reuters, 16 octobre 2012.

pour eux». C'est également sur ce ton que s'est exprimé le porte-parole du gouvernement de la RDC, Lambert Mende.

En octobre 2012, la situation restait extrêmement explosive. De toute évidence, le gouvernement congolais ne se sentait aucunement concerné par l'identification d'une solution négociée, soulignant les échecs répétés des processus d'apaisement et d'intégration des groupes armés dans l'est du Congo. L'un des négociateurs de la RDC à la CIRGL a ainsi commenté: «Nous sommes en contact avec le M23 par l'intermédiaire du gouvernement ougandais, mais on nous fait sans cesse tourner en rond. Quoi qu'il en soit, pouvez-vous imaginer que Makenga soit réintégré dans l'armée congolaise?»⁸⁰ Le M23 est d'accord sur ce point: d'après un membre du M23, le colonel Sultani Makenga aurait déclaré à ses troupes qu'il serait un «chien» s'il se réintégrait dans l'armée.⁸¹

L'objectif initial du M23 de s'emparer des grandes villes de l'est du Congo demeure. Les conséquences politiques et humanitaires des combats visant le contrôle de villes comme Goma pourraient être catastrophiques et, en plus d'avoir déclenché un afflux considérable de réfugiés et de déplacés internes, l'épreuve de force actuelle a poussé d'autres groupes armés à se mobiliser, soit pour s'allier au M23, soit pour y faire contrepoids. Eux aussi seront difficiles à désarmer et à réintégrer. Des agents militaires congolais affirment avoir été en contact avec des membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), notamment l'Angola et l'Afrique du Sud, qui seraient en train d'envisager de soutenir de nouvelles opérations militaires ciblant le M23. Une telle démarche, bien qu'elle reste hypothétique, pourrait gravement affecter la stabilité générale de la région.

Répondre aux préoccupations du Rwanda

L'ampleur du soutien que le Rwanda apporte au M23 depuis la création du mouvement est désormais bien établie. Mais cette vision générale ne

.....
80 Projet Usalama, personne interrogée n° 130, 7 octobre 2012 (par téléphone).

81 Projet Usalama, personne interrogée n° 103, Goma, 28 août 2012.

doit pas masquer certaines nuances importantes. Les officiers du CNDP et de son successeur se sont toujours méfiés de l'influence du Rwanda. Nkunda aurait lui-même été fort irrité par l'attitude dominatrice de son allié, et de nombreux officiers supérieurs du CNDP ont été, à différents moments, arrêtés par des agents de la sécurité rwandais—y compris Makenga en personne. «Nous n'aimions pas le FPR», a expliqué un officier de l'ex-CNDP, «mais nous avons souvent des intérêts similaires.»⁸² Et un autre de commenter: «Ne croyez pas une seconde que les Rwandais nous ont soutenus parce qu'ils étaient nos amis, ou parce qu'ils avaient de la sympathie pour les Tutsi congolais. Ils nous ont soutenus parce qu'ils avaient besoin de nous. Et quand ils n'ont plus eu besoin de nous, ils se sont retournés contre nous.»⁸³

Le soutien du Rwanda envers le CNDP a commencé tôt, des pressions étant exercées sur Nkunda pour qu'il ne rejoigne pas l'armée nationale en 2003, mais il n'est pas resté constant. Pendant une grande partie de l'histoire du CNDP, l'influence du Rwanda s'est limitée à des conseils, un soutien matériel mineur et une aide au recrutement de politiciens et de militaires. Ce n'est qu'après l'escalade militaire de 2008 que Kigali a déployé des unités entières de l'autre côté de la frontière pour attaquer le camp militaire de Rumangabo et appuyer l'avancée du CNDP vers Goma—et, même à l'époque, il ne s'agissait que de quelques centaines d'hommes. Lorsque le CNDP devint M23, cependant, l'ampleur et l'intensité du soutien augmentèrent considérablement, une des raisons principales en étant les difficultés que traversait la nouvelle rébellion à son tout début.

Rares sont les personnes qui ont tenté de comprendre les motivations du Rwanda—de poser la question qu'a adressée Kigali en réponse à un rapport de l'ONU particulièrement accablant:

.....
82 Projet Usalama, personne interrogée n° 108, Goma, 29 août 2012.

83 Projet Usalama, personne interrogée n° 110, Bukavu, 18 août 2012.

Qu'est-ce que le Rwanda chercherait à obtenir à travers le M23 qu'il ne pourrait pas obtenir par d'autres moyens? Dans quel but ultime le Rwanda soutiendrait-il une mutinerie en RDC? Quelle serait l'utilité stratégique d'une implication active dans la déstabilisation du gouvernement central de la RDC?⁸⁴

Il est difficile de répondre à ces questions, car elles nécessitent de comprendre les processus décisionnels internes du FPR. Il est toutefois probable que de purs intérêts économiques jouent un rôle moins important qu'il n'a souvent été suggéré, et qu'au contraire, l'intervention rwandaise ait été motivée par un écheveau complexe de motivations politiques et économiques, fermement ancrées dans une culture du contrôle axée sur la sécurité.

Lors des entretiens réalisés pendant plusieurs mois de 2012 avec des officiers des FRD et de l'ex-CNDP, ainsi que d'autres agents affiliés à la rébellion, divers avis ont été exprimés sur la raison pour laquelle le Rwanda a besoin d'une telle sphère d'influence. Même les personnes censées être au cœur de la rébellion n'étaient pas du même avis sur les raisons ayant poussé le Rwanda à apporter un soutien. D'après un ancien garde du corps de Nkunda, «le Rwanda pense que cette zone est à lui—peut-être pas en tant que terre lui appartenant, mais que zone sur laquelle il a son mot à dire».⁸⁵ «Il considère qu'elle fait partie de sa sphère d'influence», a déclaré un chercheur qui avait interrogé des dizaines de dirigeants du FPR, «c'est un ensemble d'intérêts groupés, ce n'est pas un facteur isolé».⁸⁶

Les fonctionnaires de Kigali ont sans cesse souligné les préoccupations d'ordre sécuritaire. «Les FRD se moquaient bien de Makenga ou de Nkunda ou de tous ces types», a déclaré un agent de la sécurité rwandais.

.....
84 «Rwanda's Response to the Allegations Contained in the Addendum to the UN Group of Experts Interim Report», <http://www.gov.rw/>.

85 Projet Usalama, personne interrogée n° 107, Goma, 24 août 2012.

86 Projet Usalama, personne interrogée n° 132, 10 octobre 2012 (par téléphone).

«Nous avons soutenu le CNDP à cause des FDLR.»⁸⁷ Plusieurs officiers ont employé une expression swahilie pour souligner le besoin de bénéficier d'une zone tampon: «*Ulinzi inifanyiwa nje ya lupango*» (Pour défendre une maison, il faut se tenir dehors).⁸⁸

Pour que l'argument sécuritaire soit plausible, aucune menace existentielle n'est nécessaire. Si les FDLR ont indubitablement été une raison de soutenir le CNDP entre 2004–9, les rebelles rwandais se sont considérablement affaiblis depuis, en partie du fait de l'accord de paix rwando-congolais. Depuis 2009, l'ONU a rapatrié au Rwanda plus de 4 500 combattants des FDLR—soit la moitié des effectifs.⁸⁹

D'après les estimations, les effectifs des FDLR qui subsistent se situeraient entre 1 500 à 3 000—en privé, des agents de la sécurité rwandais ont placé ce chiffre autour des 2 500, tout en minimisant leurs capacités.⁹⁰ Pourtant, malgré le rôle central qu'occupe le génocide dans la mémoire et la politique rwandaises, les FDLR restent une menace symbolique puissante. «Le FPR n'aime rien laisser au hasard», a commenté un diplomate étranger à Kigali. «La culture du contrôle est ici omniprésente dans chaque aspect de la vie, surtout au niveau de la sécurité.»⁹¹

Dans un tel climat de contrôle, l'émergence d'un désaccord au sein du gouvernement rwandais—et surtout parmi le corps des officiers supérieurs—est, en tant que facteur hautement irritant, pratiquement plus importante que les FDLR. Depuis la défection du général Kayumba Nyamwasa en février 2010, le Rwanda est préoccupé par la possibilité d'une alliance entre ces dissidents et d'autres groupes armés basés dans l'est de la RDC, y compris l'ex-CNDP et le M23. L'une des raisons pour

87 Projet Usalama, personne interrogée n° 123, Gisenyi, 11 septembre 2012.

88 Projet Usalama, personnes interrogées n° 124, Gisenyi, 10 septembre 2012, et 103, Goma, 18 août 2012.

89 Documents internes de la MONUSCO sur la démobilisation, le désarmement, le rapatriement, la réinsertion et la réintégration (DDRRR).

90 Projet Usalama, personne interrogée n° 126, Washington, 17 septembre 2012.

91 Projet Usalama, personne interrogée n° 131, Kigali, 14 septembre 2012.

lesquelles les services de sécurité rwandais ont insisté pour que Makenga rejoigne le M23 est peut-être le fait qu'il avait figuré parmi les principaux éléments du cercle de l'ex-CNDP à être soupçonnés d'entretenir des relations avec Kayumba. En le gardant à proximité, il serait plus facile de le contrôler.

Les divisions parmi les haut gradés du FPR se sont apaisées depuis 2010, mais sont encore susceptibles d'influencer le processus décisionnel. D'après certains officiers, alors que le sentiment de méfiance s'intensifiait, les critiques internes ont commencé à se taire, la tendance étant davantage à la prise de décisions plus virulentes. «Personne ne veut être perçu comme étant faible à l'heure actuelle», a affirmé un agent de la sécurité.⁹²

Une autre influence forte à Kigali est un sentiment personnel de méfiance à l'égard du gouvernement de Kinshasa, qui est méprisé et jugé corrompu et instable. Autrement dit, si le gouvernement congolais ne parvient pas à maintenir l'ordre à l'est du pays, le gouvernement rwandais sera forcé de le faire. Un commandant de l'ex-CNDP, qui faisait partie de l'état-major de Nkunda, a commenté: «Le Congo n'a aucun leadership, et le Rwanda le sait. Alors pour y protéger ses intérêts, il lui faut une armée.»⁹³

Si les préoccupations sécuritaires sont difficiles à analyser, les intérêts économiques sont encore plus opaques. Les intérêts rwandais dans l'exploitation minière au Congo pendant les guerres qui ont sévi sur la période 1996–2003 ont été bien documentés, et le secteur minier rwandais s'est considérablement développé ces dernières années, représentant en 2011 quelque 164 millions US\$. C'est aujourd'hui la première source de devises du pays.⁹⁴

.....
92 Projet Usalama, entretien avec un agent de la sécurité rwandais, Kigali, juin 2012.

93 Projet Usalama, personne interrogée n° 117, Goma, 22 août 2012.

94 Emmanuel Karake, «Rwanda's surging mining sector», *The New Times*, 2 septembre 2012.

D'après des sources du secteur, entre 10 et 30 % de ce commerce pourrait se composer de «réexportations» congolaises passées en contrebande; à noter qu'à l'époque où Bosco Ntaganda faisait encore partie de l'armée congolaise, il a facilité ce trafic transfrontalier.⁹⁵

Mais les minerais ne sont pas le seul secteur décisif. Des officiers de l'armée rwandaise élèvent en effet du bétail à Masisi et d'importantes entreprises rwandaises—dont certaines appartiennent au parti au pouvoir—font le commerce de tout un éventail de marchandises, allant du carburant à l'eau potable. Le marché potentiel est énorme: le Nord- et le Sud-Kivu comptent environ 11 millions d'habitants, soit à peu près l'équivalent de la population rwandaise. Une grande partie de ce commerce n'a toutefois rien d'illégal, et on peine à savoir dans quelle mesure il profite au FPR ou à des membres individuels de l'armée—ou si le Rwanda a besoin de garder un groupe armé dans les Kivus pour le maintenir. Si l'on compare les chiffres de cette activité au PIB rwandais—6,4 milliards US\$ en 2011—, et vu les risques de réputation substantiels associés à la guerre, il est peu probable que les intérêts commerciaux à eux seuls influencent fortement Kigali.

Répondre au problème des élites locales congolaises

Il est important de souligner que le CNDP n'a jamais été un fantoche du Rwanda. Différents acteurs lui ont apporté leur soutien. Les hommes d'affaires locaux, les leaders communautaires, les prêtres et les hommes politiques qui ont appuyé le mouvement l'ont fait pour trois raisons fondamentales: la solidarité ethnique, leurs intérêts personnels et l'extorsion.

La solidarité ethnique était un motif clé: une grande majorité des officiers militaires du CNDP et du M23 sont Tutsi, de même que nombre de leurs partisans locaux. S'il est vrai que certains d'entre eux cherchent ainsi à satisfaire des intérêts personnels, la peur de la persécution et de la discrimination joue également un rôle important. L'un des sympathisants

.....
95 Projet Usalama, personne interrogée n° 122, Kigali, août 2012.

a ainsi déclaré: «Nous voulons juste être acceptés, parler kinyarwanda à Goma sans nous sentir étranges, sans nous faire insulter, pouvoir aller dans des zones rurales sans avoir peur.»⁹⁶ Il n'existe aucun sentiment commun de l'histoire de la région: les autres communautés ne se rendent souvent pas compte du sentiment qu'ont les Tutsi d'être des victimes, tout comme nombre de Tutsi n'ont guère connaissance des exactions que commettent les officiers de leur communauté.

Pour encore compliquer les choses, certains leaders ont manipulé ces craintes avec cynisme. Au début de la mutinerie du M23, des agents rwandais et des mutins ont publié une série d'allégations concernant des crimes haineux, dont seules quelques-unes avaient été attestées, tandis que certaines semblent être fausses. Le cas le plus notoire fut celui du soi-disant massacre de 46 officiers de l'ex-CNDP à Dungu—mais ni le bureau local de la MONUSCO, ni les activistes de la société civile locale, ni encore les membres de l'ex-CNDP se trouvant toujours dans l'armée nationale ne purent confirmer si ce massacre avait réellement eu lieu.

L'un des rappels les plus cinglants de ces clivages ethniques est le fait que 55 000 Tutsi congolais se trouvent toujours dans des camps de réfugiés au Rwanda. Beaucoup d'entre eux y sont depuis 1996. Le CNDP et le M23 y ont puisé leurs recrues; et le gouvernement congolais ne s'est pas pressé de promouvoir leur rapatriement. Un accord triparti a été conclu entre le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Rwanda et la RDC en février 2010, mais les retours en RDC ont été organisés au coup par coup et sans grande transparence—faisant de plus en plus craindre aux autres communautés que des Rwandais étaient en train de s'infiltrer sur leur territoire.

D'autres ont soutenu le CNDP pour défendre leurs propres intérêts: ils estimaient que ce groupe pourrait améliorer leur envergure politique ou protéger leurs actifs. Des propriétaires de ranchs à Masisi et au-delà—y compris, d'après certaines informations, le magnat des affaires rwandais Tribert Rujugiro—ont financé le CNDP afin qu'il protège leur bétail,

.....

96 Projet Usalama, personne interrogée n° 105, Gisenyi, 24 août 2012.

d'une valeur de plusieurs millions de dollars.⁹⁷ L'opportunisme politique pourrait lui aussi constituer un facteur. Raphaël Soriano (surnommé Katebe Katoto), ancien vice-président du RCD qui avait vu sa prestance politique décliner, aurait donné de l'argent et de l'équipement au CNDP pour se faire une place dans la sphère politique locale.⁹⁸

Enfin, certains ont contribué au CNDP sous la contrainte, y compris des hommes d'affaires. «À Goma, beaucoup de gens pensaient que le CNDP s'emparerait un jour de la ville, alors ils nous ont donné de l'argent pour qu'on ne ferme pas leurs commerces», a déclaré un officier de l'ex-CNDP qui a participé à la collecte de fonds.⁹⁹ Vu l'inadéquation des services de renseignement congolais, les chances que cela se retourne contre eux étaient minimales, et ils voulaient donc essayer de contenter tout le monde.

.....

97 «Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo» (document ONU S/2008/773), 12 décembre 2008, pp. 13-14; Projet Usalama, personnes interrogées n° 109, 114 et 103, Goma, août et septembre 2012.

98 «Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo 2008», pp. 11-12.

99 Projet Usalama, personne interrogée n° 105, Goma, 22 août 2012.

6. Recommandations

Chaque année, des groupes de plaidoyer qui travaillent en RDC formulent des dizaines de recommandations politiques. Pratiquement aucune n'est jamais mise en œuvre, pour de nombreuses raisons: manque de souplesse et de réactivité des bureaucraties, à la fois dans la région et au sein des nations donatrices; intérêts profondément enracinés; et forte apathie, surtout de la part des donateurs.

Pour l'instant, la réaction instinctive de nombre de grands donateurs a été de condamner la mutinerie et de réprimander Kigali. Mais une telle critique du Rwanda ne saurait constituer à elle seule une solution et ne fera que renforcer les discours provocants qui émanent de Kigali. S'il est vrai qu'il est impératif de faire davantage pression sur le Rwanda— en supposant qu'il continue de jouer un rôle central en soutenant la mutinerie—, cette pression ne sera efficace que si elle s'inscrit dans le cadre d'un plan pour la paix plus général associant les dirigeants du Rwanda.

L'armée congolaise ne peut venir à bout du M23 avec sa seule puissance militaire, d'abord parce qu'elle est faible, et ensuite parce que, même avec des pressions internationales, il sera difficile de s'assurer que le Rwanda cesse de soutenir les rebelles. Tôt ou tard, il faudra bien convenir de réintégrer la rébellion, du moins en partie. La responsabilité de la résolution de la crise dans l'Est revient essentiellement à Kinshasa, et c'est le gouvernement de Kabila qui devra jouer un rôle clé en concevant un processus politique pertinent. Celui-ci devra associer des éléments à court terme à des solutions conçues spécifiquement pour s'attaquer aux causes profondes de la crise, et être mis en œuvre de manière méthodique étape par étape.

À court terme: faire face au M23

Dresser les grandes lignes des modalités d'un compromis pour sortir de la crise ne pose pas de gros problème; il est toutefois plus difficile de savoir comment parvenir à un tel accord.

Ce qui adviendra des éléments de la milice responsables des pires exactions, dont le général Bosco Ntaganda, est d'une importance cruciale. Si l'on décide de les arrêter, les divisions qui existent déjà au sein du M23—Ntaganda dirigeant une clique composée d'un grand nombre d'individus responsables des plus graves atteintes aux droits de l'homme—pourraient devenir un atout. La majorité du corps d'officiers supérieurs encore en place devrait être réintégré dans les FARDC et l'armée nationale, à la condition stricte qu'il soit redéployé en dehors des Kivus. De telles démarches ne pourront se réaliser sans le soutien du Rwanda ou sans que le gouvernement congolais n'accepte entièrement qu'une négociation avec les rebelles représente le seul moyen viable de résoudre le conflit.

Le gouvernement devra traiter tout aussi sérieusement les menaces qui émanent d'autres groupes armés—le fait qu'il privilégie constamment l'ex-CNDP a provoqué un certain mécontentement parmi les autres communautés. Il ne fait aucun doute que Kinshasa, avec les donateurs, devra concevoir un nouveau programme de démobilisation et réintégration pour ces milices, mais il lui faudra veiller à ne pas reproduire les erreurs passées, notamment en s'assurant que ce programme n'incite aucunement à la remobilisation.

Il va être difficile de persuader les dirigeants à Kinshasa comme à Kigali—les intervenants clés de ce compromis—d'appliquer ces mesures. À Kinshasa, où les décideurs politiques constatent avec satisfaction que les projecteurs sont braqués sur l'ingérence rwandaise, les leaders devront revenir sur leur décision de refuser de réintégrer les officiers du M23. À un niveau personnel, le Président Kabila devra s'attendre à faire l'objet de récriminations s'il passe un accord de plus avec les rebelles dans les Kivus.

Même la réalisation de résultats à courte échéance nécessitera d'exercer des pressions fortes et durables sur Kigali; il s'agira notamment de refaire le point sur le financement actuel et futur des donateurs. Ceux-ci se retrouvent à devoir prendre des décisions difficiles: ils ne peuvent plus dissocier les réussites admirables du Rwanda dans les secteurs de la santé, de l'éducation, des télécommunications et du maintien de la paix

de son ingérence avérée en RDC. Les Rwandais ordinaires ne devraient pas être affectés par une baisse de l'aide accordée aux projets de santé ou d'irrigation, mais les Congolais ne devraient pas non plus pâtir d'une nouvelle rébellion.

À long terme: clore le cycle des rébellions

Il serait toutefois malvenu de se limiter à des solutions à court terme. Dans l'est du Congo, le conflit est récurrent depuis vingt années; sans stratégie exhaustive ciblant les causes profondes du conflit, la perpétuation de la violence sera inévitable. Il convient à cet égard de s'interroger de toute urgence sur plusieurs points: comment faire accepter au Rwanda—et aux clients locaux du Rwanda dans l'est de la RDC—qu'il n'a pas besoin de soutenir des groupes armés pour protéger ses intérêts? Et comment l'État congolais peut-il venir à bout de son inertie et de ses intérêts catégoriels pour réformer son appareil d'État des plus précaires? Aucune réponse toute faite ne peut être apportée à ces questions, et les pays de la région, ainsi que les donateurs, devront trouver leurs propres solutions. Trois des domaines les plus cruciaux sont la réforme institutionnelle, l'intégration économique régionale et les doléances au niveau local:

- **Réforme institutionnelle.** Le dilemme le plus insoluble se situe peut-être au niveau de la vétusté de l'État congolais. L'inadéquation du secteur sécuritaire, de l'administration locale et de l'appareil judiciaire congolais est un important vecteur de conflit. Le gouvernement congolais a besoin d'une stratégie exhaustive pour réformer son secteur sécuritaire et son administration—en accordant une attention particulière à l'est du pays. Il n'existe pas de solutions toutes faites, mais le gouvernement congolais devrait commencer par appliquer le modèle qui se trouve dans sa propre Constitution, notamment en organisant des élections locales et en procédant à une décentralisation effective.

- **Intégration économique régionale.** Pour empêcher une future escalade de la violence, Kinshasa devrait envisager des réformes économiques incitant au maintien de la stabilité. Il devrait notamment s'agir d'encourager des projets économiques transfrontaliers, tels que celui du barrage hydroélectrique de Ruzizi et celui visant la production de méthane, ainsi que de modifier le droit du travail et la politique fiscale en vigueur afin de faciliter la circulation transfrontalière des marchandises et des personnes. La loi Dodd-Frank constitue également une ressource utile, car elle permet de lutter contre le commerce de minerais illicite en faisant pression sur le marché, mais sa réussite dépendra de la qualité de sa mise en œuvre par Kinshasa et les donateurs.¹⁰⁰
- **Doléances au niveau local.** Depuis le début de la violence en 1993, les communautés des Kivus n'ont pas connu de véritable réconciliation ou de justice—les tensions et le ressentiment continuent d'exacerber la violence. Il faut pour cela adopter une démarche coordonnée—associant le partage des souvenirs et la promotion d'un dialogue à la poursuite en justice des criminels—pour soigner ces blessures. Par ailleurs, il est urgent de se pencher sur la crise de l'économie rurale, en particulier sur les litiges fonciers, les abus commis par l'administration locale et le chômage massif.

Un nouveau processus politique

L'un des aspects les plus inquiétants de l'impasse dans laquelle la région se trouve actuellement est l'absence de processus politique crédible. Lors

.....

100 L'article 1502 du *Dodd-Frank Act*, promulgué en juillet 2010, exige des entreprises immatriculées aux États-Unis qui s'approvisionnent en minerais provenant de la région des Grands Lacs qu'elles soumettent leurs chaînes d'approvisionnement à un exercice de diligence raisonnable.

de toute démarche de ce type, et surtout lorsque les circonstances sont aussi complexes et délicates, le médiateur tient une place primordiale.

Parmi les candidats actuels, il faut noter que l'ONU a été marginalisée sur un plan politique depuis la fin de la période de transition au Congo en 2006, tandis que la CIRGL, dont la présidence est actuellement assurée par l'Ouganda, aura grand mal à se remettre des accusations de partialité dont elle fait l'objet. Quant à la réforme de l'État congolais, un certain scepticisme semble également justifié: les réformes constitutionnelles accusent plusieurs années de retard, et le Plan de stabilisation et de reconstruction (STAREC) soutenu par les donateurs—qui porte sur nombre des questions de gouvernance locale soulevées ici—n'a guère eu d'impact.

Un envoyé ONU/UA commun, comme cela a été suggéré lors d'une réunion de haut niveau sur l'est de la RDC qui s'est tenue à New York le 27 septembre 2012, pourrait éventuellement donner l'élan nécessaire à un nouveau processus politique. Surtout, cet envoyé devra se pencher simultanément sur les questions qui se posent à court et long terme, car la réussite des solutions à court terme dépendra de la perception du degré de prise en compte des problèmes à plus longue échéance. L'accord du 23 mars 2009, conclu sous les auspices des envoyés Obasanjo et Mkapa, de l'UA et de l'ONU respectivement, sert de base pour impliquer les deux institutions. Mais une telle solution nécessitera une conjugaison inédite de soutien externe et d'initiatives politiques locales, faute de quoi les mesures palliatives adoptées aujourd'hui se traduiront demain par un échec.

Annexe 1: Leadership de la Synergie nationale pour la paix et la concorde

Général Laurent Nkunda, président du SNCP au Nord-Kivu (Tutsi)

Denis Ntare Semadwinga, ancien chef d'état-major du gouverneur Eugène Serufuli (Tutsi)

Déogratias Nzabirinda, chef de poste de Masisi (Hutu)

Emmanuel Kamanzi, ancien ministre des Finances RCD (Tutsi)

Xavier Chiribanya, gouverneur et président du SNCP au Sud-Kivu (Shi)

Dieudonné Kabika, ancien conseiller du président du RCD Azarias Ruberwa (Rega)

Kambasu Ngeve, ancien gouverneur de Beni sous la rébellion RCD-K-ML (Nande)

Stanislas Kananura, ancien administrateur RCD de Masisi (Tutsi)

Dr Guillaume Gasana, ancien ministre de la Santé RCD (Tutsi)

Moses Kambale, ancien officier de l'armée ougandaise et lors de différentes rébellions congolaises (Nande)

Patient Mwendanga, ancien gouverneur de Bukavu (Shi)

Annexe 2: Statistiques du CNDP

EFFECTIFS

CNDP (2006): 2 500–3 500

CNDP (2008): 5 276 (3 248 à Masisi, 1 838 à Rutshuru et 190 dans un bataillon spécial)

SALAIRES ET COÛTS OPÉRATIONNELS MENSUELS

CNDP (2008): 3 000 US\$ (général Nkunda); 1 500 US\$ (général Ntaganda); 60 US\$ par officier d'état-major; 250 US\$ par commandant de zone; 800 US\$ par commandant d'axe (avec les officiers d'état-major); 200 US\$ pour la Garde républicaine; 140 US\$ (aile formation); 60 US\$ (hôpital militaire)

Remarque: Ces montants sont détaillés dans les documents officiels du CNDP. Ils ne comprennent pas les primes supplémentaires ou les profits tirés de l'extorsion de taxes. Ces fonds étaient toutefois extrêmement centralisés et chaque officier ne touchait guère d'argent supplémentaire.

BILAN HUMAIN

Malgré l'absence de chiffres fiables, un document confidentiel du CNDP que l'équipe du Projet Usalama a pu consulter fait état de 349 morts entre août 2007 et janvier 2008 ne serait-ce qu'à Masisi, notamment le lieutenant-colonel Claude Sematumo, un Munyamulenge, trois commandants et 30 capitaines.

Annexe 3: Structure du CNDP en octobre 2008

MEMBRES DE LA COMMISSION:

Présidence et Défense: général-major Laurent Nkunda Mihigo

Secrétaire exécutif: Déogratias Nzabirinda Ntambara

Secrétaire exécutif adjoint et Intérieur: Serge Kambasu Ngeve

Affaires étrangères: René Abandi

Communication: Bertrand Bisimwa

Justice et Droits de l'homme: Jean-Désiré Mwiti Ngashani

Affaires sociales: Dr Alexis Kasanzu

Finances: lieutenant-colonel Castro Mbera

MEMBRES DE LA COMMISSION ADJOINTS:

Défense: colonel Moses Kambale

Intérieur: Désiré Rwigema

Affaires étrangères: Benjamin Mbonimpa

Communication: Babou Amani

Justice et Droits de l'homme: Mahamba Kasiwa

Affaires sociales: Rwagasana Sengabo

Finances: Sankara Philo

Annexe 4: Répartitions entre ethnies et clans parmi les Tutsi congolais

Mugogwe, Munyenduga et Munyejomba: Au départ, des désignations d'ordre géographique qui correspondent, respectivement, aux populations de la région Bigogwe, au nord-ouest du Rwanda, aux gens du Sud, et aux habitants de la zone de Jomba, à l'est du territoire de Rutshuru. Ces désignations ont acquis d'autres connotations. Les Bagogwe (pluriel de Mugogwe) sont perçus comme étant pauvres et sans instruction, souvent qualifiés de meneurs de troupeaux de vaches, tandis que les Banyejomba, qui viennent d'une riche ville commerçante, sont considérés comme étant plus affluents. Et tandis que le terme Munyenduga fait référence à quelqu'un qui vient du sud et du centre du Rwanda, cela désigne souvent en RDC les Tutsi qui ont immigré lors des pogroms de la période 1959–1963, car beaucoup d'entre eux venaient de ces régions du Rwanda. Au sein d'un CNDP divisé, les officiers Gogwe se tournaient vers Ntaganda, tandis que Nkunda—dont la famille venait de Jomba—attirait les Banyejomba.

Abega, Abaha et Abanyiginya: Noms de clans—on en dénombre entre 15 et 18 au Rwanda. Les membres de clans peuvent en théorie retracer leurs origines jusqu'à un ancêtre commun en suivant la ligne paternelle, mais en réalité ces étiquettes représentent des regroupements politiques réunissant des individus de diverses ethnicités et régions.

Banyamulenge: Fait référence aux Tutsi congolais du Sud-Kivu, dont les ancêtres ont immigré en plusieurs vagues du Rwanda et du Burundi vers le haut plateau qui domine le lac Tanganyika à partir du début du XIX^{ème} siècle voire avant. Ils ont joué un rôle important dans le RCD, mais seuls quelques-uns d'entre eux ont rejoint le CNDP et ont souvent été marginalisés. Leurs officiers les plus gradés étaient les colonels Éric Bizimana, Éric Ruohimbera et Élias Byinshi.

Annexe 5: Répartition du CNDP (avec appartenance à l'ethnie/au clan)

OFFICIERS PRO-NTAGANDA:

Colonel Baudouin Ngaruye (Gogwe, Masisi)

Colonel Innocent Zimurinda (Gogwe, Masisi)

Colonel Innocent Kabundi (Mwega, Masisi)

Colonel Séraphin Mirindi (Shi, Bukavu)

Colonel Innocent Kaina (Mufumbira, Ouganda)

Lieutenant-colonel Richard Masozera (Gogwe, Ngungu)

OFFICIERS PRO-NKUNDA:

Colonel Sultani Makenga (Munyejomba, Masisi)

Colonel Yusuf Mboneza (Gogwe, Masisi)

Colonel Claude Micho (Munyenduga, Goma)

Lieutenant Colonel Jean-Pierre Biyoyo (Shi, Bukavu)

Lieutenant Colonel Bahati Mulomba (Hutu, Masisi)

Lieutenant Colonel Salongo Ndekezi (Munyejomba, Jomba)

Lieutenant Colonel Richard Bisamaza (Munyejomba, Rutshuru)

Glossaire et acronymes

AFDL	Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre
ALEC	Alliance pour la libération de l'est du Congo
ALiR	Armée de libération du Rwanda
AMP	Alliance pour la majorité présidentielle
Brassage	Assimilation du RCD et d'autres groupes armés dans l'armée nationale
CIRGL	Conférence internationale sur la région des Grands Lacs
CNDP	Congrès national pour la défense du peuple
CNS	Conférence nationale souveraine
COGAI	Coalition des groupes armés de l'Ituri
CONSUP	Conseil supérieur de la paix
CPI	Cour pénale internationale
FAR	Forces armées rwandaises
FARDC	Forces armées de la République démocratique du Congo
FDC	Forces de défense congolaises
FDL	Forces de défense locales
FDLR	Forces démocratiques pour la libération du Rwanda
FOLC	Force œcuménique pour la libération du Congo
FPR	Front patriotique rwandais
FRF	Forces républicaines fédéralistes
Groupement	Secteur administratif au sein d'un territoire
HRW	Human Rights Watch
ICG	International Crisis Group
LRA	Armée de résistance du Seigneur (<i>Lord's Resistance Army</i>)
MAGRIVI	Mutuelle agricole de Virunga
Mixage	Assimilation du CNDP et d'autres groupes armés dans l'armée nationale
MONUC	Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (1999–2010)

MRPC	Mouvement de résistance populaire au Congo
Mutuelles	Groupes d'entraide communale organisés selon des critères ethniques
NDC	Nduma Défense du Congo
OHCHR	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme
PARECO	Patriotes résistants congolais
RCD	Rassemblement congolais pour la démocratie
RCR	Rassemblement congolais pour le renouveau
RDC	République démocratique du Congo
RUD	Ralliement pour l'unité et la démocratie
SADC	Communauté de développement d'Afrique australe (<i>Southern African Development Community</i>)
SPC	Synergie pour la paix et la concorde
TPD	Tous pour la paix et le développement
UNHCR	Agence des Nations Unies pour les réfugiés
UPCP	Union des patriotes congolais pour la paix

Bibliographie

SOURCES PUBLIÉES

- Amnesty International. «République démocratique du Congo: Nord-Kivu: Les civils paient le prix des rivalités politiques et militaires», septembre 2005
- Braeckman, Colette. «Cartes sur la table: Les quatre vérités du Général James Kabarebe». *Le Soir*, 29 août 2012.
- Human Rights Watch. «Nouvelle crise au Nord-Kivu». octobre 2007. Cour pénale internationale. Acte d'accusation de Bosco Ntaganda (ICC-01/04-02/06). <http://www.icc-cpi.int>.
- International Crisis Group. «The Congo's Transition is Failing: Crisis in the Kivus» (Africa Report N° 91), 30 mars 2005.
- . «No Stability in the Kivus Despite Rapprochement with Rwanda» (Africa Report No. 165), 16 novembre 2010.
- Karake, Emmanuel. «Rwanda's surging mining sector». *The New Times*, 2 septembre 2012.
- Rapport quotidien de la MONUC sur le Nord-Kivu, 16 décembre 2004.
- Rapport quotidien de la MONUC sur le Nord-Kivu, 9 septembre 2012.
- Rapport hebdomadaire de la MONUC sur le Nord-Kivu, 26 novembre—1er décembre 2012.
- Radio Okapi, «Nord-Kivu: les soldats issus du CNDP refusent la permutation», 30 septembre 2010.
- «Réponse du gouvernement rwandais aux accusations contenues dans l'addendum au rapport intérimaire du Groupe d'experts de l'ONU». <http://www.gov.rw>.
- Scott, Andrew Stewart. *Laurent Nkunda et la rébellion du Kivu*. Paris: Karthala, 2009.
- ONU, «Addendum au rapport intérimaire du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo» (S/2012/348/Add.1), 27 juin 2012.
- ONU, «Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo» (S/2008/773), 12 décembre 2008.

- ONU, «Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo» (S/2009/603), 23 novembre 2009.
- ONU, «Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo» (S/2010/596), 29 novembre 2010.
- ONU, «Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo» (S/2011/738), 2 décembre 2011.
- ONU, «Rapport intérimaire du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo» (S/2012/348), 21 juin 2012.

ENTRETIENS MENÉS DANS LE CADRE DU PROJET USALAMA

- Personne interrogée n° 20, Goma, 12 mai 2012
- Personne interrogée n° 101, Goma, 30 août et 2 septembre 2012
- Personne interrogée n° 102, Goma, 27 août 2012
- Personne interrogée n° 103, Goma, 23 août 2012, et Bukavu, 12 septembre et 15 octobre 2012
- Personne interrogée n° 104, Kinshasa, 15 mars 2012
- Personne interrogée n° 105, Gisenyi, 24 août 2012, et Goma, 26 et 28 août 2012
- Personne interrogée n° 107, Goma, 24 août 2012
- Personne interrogée n° 108, Goma, 29 août 2012
- Personne interrogée n° 109, Goma, 1er septembre 2012
- Personne interrogée n° 110, Bukavu, 18 et 23 août 2012
- Personne interrogée n° 111, Goma, 1er septembre 2012
- Personne interrogée n° 113, Goma, 29 août 2012
- Personne interrogée n° 114, Goma, 13 juin 2012
- Personne interrogée n° 115, Bukavu, 19 août 2012
- Personne interrogée n° 116, Kigali, 9 août 2012
- Personne interrogée n° 117, Goma, 21 et 22 août 2012
- Personne interrogée n° 118, Goma, 27 août 2012
- Personne interrogée n° 122, Kigali, août 2012
- Personne interrogée n° 123, Gisenyi, 11 septembre 2012
- Personne interrogée n° 124, Gisenyi, 10 septembre 2012

Personne interrogée n° 126, Washington, 17 septembre 2012

Personne interrogée n° 127, Goma, 25 juin 2012

Personne interrogée n° 128, par téléphone, 11 septembre 2012

Personne interrogée n° 130, par téléphone, 7 octobre 2012

Personne interrogée n° 131, Kigali, 14 septembre 2012

Personne interrogée n° 132, par téléphone, 10 octobre 2012.

Général Janvier Mayanga wa Gishuba, Kinshasa, 17 mai 2012

Laurent Nkunda, Tebero, avril 2006

Azarias Ruberwa, Kinshasa, 11 juillet 2012

Eugène Serufuli, Goma, juillet 2012

Conseiller à la Présidence congolaise, Goma, 17 juin 2012

Agent chargé de la protection des enfants à la MONUC, Goma, juin 2006

Conseiller à la Présidence rwandaise, Kigali, 20 juillet 2012

Agent de la sécurité rwandais, Kigali, juin 2012

Employé de l'ONU, 19 octobre 2012.

**LES GROUPES ARMÉS EN RDC SONT UN PEU COMME
LE CINYAU DE LA MYTHOLOGIE NANDE – UN
MONSTRE À PLUSIEURS TÊTES QUI FAIT BEAUCOUP
PARLER DE LUI MAIS QUE L'ON VOIT RAREMENT.
LES INFORMATIONS SUR CES GROUPES SONT TROP
ÉPARSES POUR QU'ELLES PUISSENT ÉCLAIRER LA
POLITIQUE. LE PROJET USALAMA S'ATTACHE À Y
REMÉDIER : SES RAPPORTS CONSTITUENT UNE SOURCE
ESSENTIELLE POUR LES DÉCIDEURS POLITIQUES ET
LES RESPONSABLES DE LA CONSOLIDATION DE LA PAIX,
QU'ILS SOIENT CONGOLAIS OU AUTRES.**

—PASCAL KAMBALE, DIRECTEUR ADJOINT D'AFRIMAP



Catholic University of Bukavu



OPEN SQUARE PROJECT



HUMANITY
UNITED



Rift Valley Institute
Taasisi ya Bonde Kuu
معهد الإقليم العظيم
Machadka Dooxada Rift
Rift Valley Institute
Instituto do Vale do Rift
东非大裂谷研究院
Institut de la Vallée du Rift

ISBN 978-1-907431-08-1



9 781907 431081 >